

Invisibilisation, mise au ban et remise au pas L'exemple de revendications égalitaires étudiantes

Simon Borja¹

Au sein de l'« Atelier 2 : Conflits redistributifs et égalitaires : des objets invisibles pour l'actualité ? », nous avons opté pour une présentation globale fractionnée en deux temps, lesquels correspondent aussi aux deux conflits sociaux qui se sont déroulés à Strasbourg au début de l'année 2006 et en fin d'année 2007, dont nous proposons une première approche. Dans le texte qui suit, demandé comme support pour les participants aux Congrès de l'ABSP, sera surtout développé le conflit de 2006 dit « anti-CPE » : son contexte² et son traitement dans un média local. La communication de 20 minutes, prévue pour l'atelier, sera réservée, à partir de ce point d'appui, à la réception-construction médiatique du conflit de fin 2007. Cette démarche comparative de situations différentes, choisies à la fois pour leur déroulement respectif en un même lieu ainsi que « pour leur contribution heuristique » au travail d'explication et de compréhension sociologique, permet de « fonctionner comme système d'amplification des processus et les rendre plus aisément perceptibles »³. On le sait, les facteurs contextuels de l'émergence d'un conflit sont nombreux et complexes, de sorte qu'au travers des conditions de production esquissées de ces mouvements, nous voudrions soutenir l'hypothèse générique, déjà formulée par d'autres⁴, consistant à montrer qu'il existe un parti-pris journalistique qui trouve toujours un biais pour délégitimer et invisibiliser les mouvements contestataires à caractères politiques⁵.

« Des médias de plus en plus présents, des journalistes de plus en plus dociles, une information de plus en plus médiocre »

Serge Halimi⁶

0. Introduction

L'intention du présent texte consiste à ramasser de premiers éléments empiriques et à dégager diverses analyses appuyés par une enquête que nous menons actuellement sur les *conflits sociaux*⁷ dits « étudiants » qui se sont déroulés à Strasbourg en 2006 dans le contexte du « Contrat Première

¹ Doctorant, GSPE, Université Robert Schuman/CRESS, Université Marc Bloch. Cette recherche (comme la rédaction de ce document de travail) est menée de façon commune et concertée avec les membres du Groupe de recherche en sociologie (Grs) en parallèle de leurs investigations sur leurs objets d'étude respectifs : Clément Bastien, Anaïs Cretin, Joël Cabalion, Maud Chatin, Camille Marthon, David Naegel, Sabrina Nouiri-Mangol et Olivia Rick. Nous remercions aussi Camille Fauroux, Çingi Kocadost et Julia Laurenceau pour leurs conseils, observations et critiques après une lecture attentive d'une première version de ce texte.

² Nous ne pouvons, par exemple, faire l'impasse sur le rapprochement entre le rassemblement de personnes lors du conflit de 2006 et un mouvement que l'on pourrait qualifier « d'égalitaire et de redistributif » et de constater toute son ambiguïté, laquelle n'est pas sans conséquence sur son appréhension par les journalistes locaux.

³ Montlibert Christian de, *Crise économique et conflits sociaux. Dans la Lorraine sidérurgique*, Paris, L'Harmattan (coll. Logiques sociales), 1989, p.10.

⁴ Nous n'avons pas ici la prétention d'apporter des idées neuves, mais de contribuer à l'accumulation d'éclairages et d'éléments capables de soutenir des hypothèses et des problématiques qui, présentes ou passées (aussi formulées par d'autres tant « on n'avance jamais seul sur le chemin de la connaissance », comme l'écrivait Claude Lévi-Strauss), (dé)montrent manifestement, à force d'être répétées et démontrées par expérimentation, qu'il existe des lois conditionnant les configurations du monde social et que « la sociologie s'appuie sur une cumulativité critique comme n'importe quelle autre science énonce des lois » (Montlibert Christian de, « De la cumulativité en sciences sociales », *Regards sociologiques*, n°19, 2000, p.5). Erik Neveu nous rappelle aussi en ce sens, qu'en ce qui regarde les « mouvements sociaux » pour éviter « l'alternative des grosses machineries théoriques [...] ou des analyses de cas fines mais non-généralisables [...] » : « les savoirs accumulés permettent désormais d'articuler le "macro" et le "micro", structures sociales et vécu des individus mobilisés » (Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (coll. Repère), 2000, p.114).

⁵ « Au nombre des questions qui hantent la recherche sur les relations entre médias et mouvements sociaux, figure celle de l'impact exact des modes de couverture. Si elles ne peuvent se ramener à une vision critique et sombre, nombre d'analyses convergent cependant pour suggérer que les mouvements sociaux sortent rarement gagnants de leur complexe relation aux médias » (Neveu Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, n°98, vol.17, 1999, p.54).

⁶ Halimi Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1997, p.102.

⁷ Ce concept nous semble pratique dans un premier temps de la recherche dans la mesure où il désigne objectivement l'espace relationnel des luttes de positions où « les mobilisations se concrétisent très souvent dans des rassemblements (manifestations, meeting, fêtes, pèlerinages...) d'étendue plus ou moins grande pouvant déboucher sur des expressions diverses parmi lesquelles se rencontre la violence euphémisée dans des gestes et des cris ou la violence réelle » (Montlibert Christian de, *Crise économique et conflits sociaux...*, op. cit., p.7). Sans s'inscrire dans une perspective polémologique ou cautionnant a priori une forme d'éloge du conflit, ce concept opératoire de recherche donne un aperçu des multiples luttes et oppositions à l'œuvre et supposées, sans avoir forcément à s'interroger, dans ce premier temps, sur les enjeux de définition qui nourrissent justement les sciences sociales quant à savoir s'il s'agit d'une « action collective », d'un « mouvement social » termes que nous utiliserons, ici, indifféremment (cf. notamment sur ces points : Cefaï Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte (coll. MAUSS), 2007).

Embauche » (CPE) et plus récemment, fin 2007, autour de la « loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités » (LRU). Durant ces périodes qui ont vu différents groupes professionnels et fractions de groupes, voire des classes (d'*habitus*), se mobiliser (cheminots, personnels hospitaliers, fonctionnaires, sans-abri, sans-papier, etc.), l'étude du processus et de l'état de la médiatisation de ces mouvements nous conduira au cœur de notre propos. Il s'agit de fournir simplement, dans « ce fragment d'étude plus vaste »⁸, des indices susceptibles, croyons-nous, de soutenir l'hypothèse remarquablement formulée selon laquelle « Les médias aident à délégitimer [les conflits socio-politiques égalitaires] : en ayant tendance à assimiler tout type de contestation (dont les grèves) à de la violence à condamner, en se transformant en véhicule des nouveaux mots du pouvoir, en classant les événements en objets à oublier, à commémorer ou à combattre, les médias traditionnels représentent aujourd'hui une force conservatrice considérable »⁹. Alors que sont mis en scène des (grands) mots tels que « démocratie », « concertation », « dialogue (social) », « débat », « république », « citoyenneté » – quand on sait qu'il y a une inégale distribution de (la reconnaissance de) la (prise de) parole et surtout de (la production de) l'information légitime¹⁰ –, la conjugaison des manières de penser l'ordre des choses et les choses de l'ordre social et politique génère en quelque sorte une « situation que journalistes, représentants des groupes et employés des institutions de contrôle social s'efforcent d'exploiter au mieux pour renforcer le pouvoir attaché à leur position »¹¹.

Le projet, même pour un objet très circonscrit, n'est pourtant pas aisé car c'est aussi dans les configurations de "crises sociales/politiques" que l'inertie apparente¹² des rapports sociaux laisse place à une dynamique de reconfigurations constantes, tout en même temps superposées et liées entre elles, de la disposition de l'espace des agents impliqués dans le conflit en marche, de celle de l'espace des prises de positions institutionnelles, syndicales, journalistiques et/ou associatives et des intérêts (globaux et respectifs) évolutifs autour desquels ces luttes se structurent. Cette dynamique étant nourrie, de surcroît, des trajectoires antérieures des agents engagés, de leur disposition à la mobilisation et à y adhérer, des manières et des possibilités de se coaliser, de générer des intérêts communs, des caractéristiques et des valeurs des groupes présents dans ces espaces et opposés à d'autres groupes sociaux eux-mêmes directement situés dans l'espace physique du conflit ou placés à l'extérieur. Dans ce dernier cas où les groupes dominants pèsent malgré leur absence dans un conflit social, ils ne sont pas pour autant « hors-champ »¹³ puisqu'ils trouvent dans les complicités actives des relais administratifs et journalistiques notamment, présents à lieux, des voies et des voix susceptibles d'incarner leurs mots d'ordres et leurs intentions. De sorte que, en définitive, les médias sont aussi parti prenand au sein de l'espace revendicatif, un élément structurant (et déstructurant) le champ des luttes¹⁴.

Nous nous sommes concentrés sur le traitement de ces deux mouvements par une fraction des « médias dominants »¹⁵, journaux nationaux et essentiellement régionaux, afin de pouvoir considérer certains rouages des logiques imbriquées dans cet espace dynamique relationnel complexe relatif à ces deux conflits. Cette modalité spécifique de médiatisation en *support papier* doit être aperçue comme une partie complémentaire, un adjuvant conséquent, des modifications de perception de la réalité sociale que les instances politiques et économiques dominantes tâchent de faire accepter. Le propos ne consiste pas ici à « [...] l'insurrection contre le pouvoir journalistique [...] liée à une forme de fétichisme de l'Université et de ses valeurs »¹⁶ ou à être les laudateurs naïfs d'une espèce de révolution chimérique, mais de (dé)montrer quelques-unes des mécaniques, des logiques et des valeurs auxquelles s'adosent indubitablement les médias de sorte que, peut-être malgré eux, les journalistes se

⁸ Mauss Marcel, « Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in id., *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF (coll. Quadrige), 2001, p.147.

⁹ Dufresne Anne, Gobin Corinne, Matagne Geoffroy, « Appel à communication » pour l'atelier *Conflits redistributifs et égalitaires : des objets invisibles pour l'actualité ?*, ABSP-CF, 2007.

¹⁰ Cf. Bourdieu Pierre, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°17-18, nov.1977, pp.2-5.

¹¹ Montlibert Christian de, *Crise économique et conflits sociaux...*, op. cit., p.8.

¹² « Les mouvements sociaux, dont le principe d'action est de rompre avec les routines sociales, constituent des objets que les journalistes peuvent rarement éviter de traiter » (Juhem Philippe, « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS-Racisme, *Réseaux*, n°98, 1999, p.121).

¹³ Pour reprendre l'expression heureuse de Frédéric Chateigner qui l'applique à l'objet spécifique des ateliers d'écriture : Chateigner Frédéric, *Ecrivains hors-champs*, à paraître.

¹⁴ Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, op. cit., p.96.

¹⁵ A la suite de Serge Halimi et Pierre Rimbart, « Par médias, nous entendons "médias dominants", c'est-à-dire les "faiseurs d'opinion" qui, dans leur immense majorité ont accompagné, voire encouragé les politiques néolibérales au cours de ces vingt dernières années : les grandes chaînes et stations audiovisuelles privées ou publiques ; les principaux quotidiens nationaux ou régionaux » (Halimi Serge, Rimbart Pierre, « La récupération de la contestation par les médias », *Revue Agone – Revenir aux luttes* –, n°26/27, 2002, p.141).

¹⁶ Lagasnerie Geoffroy de, *L'empire de l'université. Sur Bourdieu, les intellectuels et le journalisme*, Paris, Amsterdam, 2007, p.18.

font, au grès des engagements et des confrontations diverses, les relais patentés de la *doxa* dominante. Sûrement contraints par des normes éditoriales instaurées dans le cadre de la publication du journal pour lequel ils sont employés ou pigistes¹⁷, leur activité n'en soutient pas moins une logique d'« *opportunisme structural* »¹⁸. Cette dernière est à la fois la résultante de positions et de prises de positions constituées d'éléments de contraintes à la mesure des possibles (prises de) conscience(s) (journalistique) diversement limitées, mais également génératives de points de vue qui pèsent indubitablement dans la balance en faveur d'un ordre social lui aussi apprécié par des dispositions surtout inconscientes, c'est-à-dire très souvent automatiquement ajustées à lui.

Méthodologiquement, et pour bien situer notre démarche, nous répertorions actuellement près de 300 articles de journaux dont plus des deux tiers consacrés au conflit de 2006 avec plus de 130 articles uniquement tirés des *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Afin de mesurer les *tendances* journalistiques sur les conflits sociaux qui se sont déroulés à Strasbourg, et en nous référant à une approche socio-discursive¹⁹, nous passons actuellement l'ensemble du corpus d'articles pour en découper le contenu et la forme en séquences analysables susceptibles de fournir un référentiel quant aux variables à mesurer²⁰. Etablissant ces schémas d'analyses catégorielles, nous reprenons chacun des articles, les passant au tamis de cette grille, afin de saisir les éléments indicateurs que chacun nous fournissaient ; ce principe opératoire ne manquant pas, par ailleurs dans cet aller-retour avec le "terrain" de cette matière, d'augmenter, de recomposer et/ou de modifier la grille des questions posées aux documents²¹. Dans cette première présentation de la recherche, il s'agit de donner quelques indices susceptibles de révéler non seulement le sens du discours, mais aussi certains des procédés récurrents transversaux à l'anatomie des catégories d'usage des journalistes en considérant que « Nous avons d'une part l'instauration du sujet parlant (instance de médiation entre la langue et le discours), et [que] nous avons d'autre part le résultat de l'acte d'énonciation » dans la mesure où « Benveniste définit l'énonciation comme la manière de raconter, et l'énoncé comme l'histoire racontée. La mise en discours présuppose donc un mécanisme dont les deux éléments entretiennent une relation de présupposition réciproque : pas d'énoncé sans énonciation et *vice-versa* »²².

Les éléments de cette analyse ont ainsi été ici surtout insérés dans un propos qui tâche de reconstituer une partie de l'imbrication des faits qui se sont déroulés pour les renvoyer directement à la scénarisation des événements induite par les journaux locaux²³ que sont notamment les *Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA)* et *L'Alsace*²⁴. De sorte que notre étude sur « la mise en scène discursive des

¹⁷ Cf. Accardo Alain, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », in id. et alii., *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone (coll. Eléments), 2007.

¹⁸ Il s'agit de désigner un effet de relation entre les champs où la position des agents dominants d'un espace donné, ici la fraction traditionnelle et polarisatrice du champ journalistique (vs la presse dite « alternative »), s'ajuste irrémédiablement aux intérêts des fractions dominantes des autres champs de pouvoir (politiques, économiques) pour sauvegarder les leurs. Cet effet d'ajustement, où l'hétéronomie des champs apparaît dans la fusion des logiques d'intérêts pourtant spécifiques, n'est pas possible sans saisir que cet effet résulte aussi de la « duplicité structurale » des discours et/ou des actes des agents qui fait que « [...] la relation que les vendeurs professionnels des biens politiques entretiennent avec leurs clients médiatiques s'inscrit toujours plus ou moins consciemment dans la relation qu'ils entretiennent avec leurs "concurrents" dans le monde militant » (Poupeau Franck, « Revenir aux luttes. Eléments pour une critique de la contestation », *Revue Agone – Revenir aux luttes* –, n°26/27, 2002, p.14).

¹⁹ Cf. *Actes de la recherche en sciences sociales – L'usage de la parole* –, n°46, mars 1983 ; Bernstein Basil, *Langage et classes sociales. Codes socio-linguistiques et contrôle social*, Paris, Minuit (coll. Le sens commun), 1975 ; Bourdieu Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 2002.

²⁰ Cf. Ringoot Roselyne, Robert-Demontrond (dir.), *L'analyse de discours*, Rennes, Apogée (coll. Méthodes de recherche en sciences humaines et sociales), 2004 ; mais aussi : Bardin Laurence, *L'analyse de contenu*, PUF (coll. Le psychologue), 1989 ; Piret Anne, Nizet Jean, Bourgeois Etienne, *L'analyse structurale. Une méthode d'analyse de contenu pour les sciences humaines*, Bruxelles, De Boeck (coll. Méthodes en sciences humaines), 1996 ; Remy Jean, Ruquoy Danielle, *Méthodes d'analyses de contenu et sociologie*, Bruxelles, Faculté universitaire de St.-Louis (coll. Sociologie), 1990.

²¹ Notons que le développement actuel des recherches ne nous permet pas encore d'avancer avec des données chiffrées étendues et que nous réservons l'articulation de cette dimension à des publications ultérieures.

²² Ringoot Roselyne, « Discours journalistique : analyser le discours de presse au prisme de la ligne éditoriale », in Ringoot Roselyne, Robert-Demontrond (dir.), *L'analyse de discours, op., cit.*, p.91.

²³ En guise de précaution, c'est-à-dire comme objectivation des limites méthodologiques, les matériaux sur lesquels nous nous appuyons pour développer telle ou telle partie seront précisés au fur et à mesure.

²⁴ « La presse en Alsace est essentiellement représentée de nos jours par deux titres quotidiens, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* et *L'Alsace*, avec une quasi-parution territoriale puisque chaque titre, marqué par son lieu d'édition, relève d'une zone d'attraction socioéconomique et culturelle, Strasbourg au Nord et Mulhouse au Sud. Indépendant l'un de l'autre, les deux quotidiens alsaciens ont chacun développé une politique de diversification, quitte à se retrouver de nos jours en synergie sur quelques projets. [...] l'Alsace, avec ses deux quotidiens présentés sous une forme proche du tabloïd (le format berlinois) avec des cahiers (quatre pour les *DNA* et deux pour *L'Alsace*), demeure une région privilégiée contrairement à beaucoup d'autres qui connaissent le monopole d'un "grand régional" dont la présence, voire parfois l'emprise dans la vie régionale, varie en fonction d'une concurrence réelle sur une partie de leur territoire de diffusion. [...] Les diverses éditions de chaque titre contribuent à satisfaire autant qu'à tenir leur lectorat respectif. [...] Les deux titres régionaux montrent ainsi qu'ils sont

événements », s'appuie ici plus largement, afin de rendre compte de chacun des contextes, sur des articles relatifs à des journaux nationaux, des productions émises par les mobilisés (tracts, plateformes, communiqués, etc.), des entretiens formels et informels réalisés avec divers agents présents à lieux depuis le mouvement dit « anti-CPE », un grand nombre d'observations participantes cachées et/ou dévoilées²⁵ (lors des réunions à divers niveaux, d'assemblées générales, de quelques comités, de manifestations, etc.) référencées dans des cahiers de terrain et, enfin, au travers de bandes filmées lors des conflits²⁶.

De manière générale, nous souhaiterions faire apparaître l'idée qu'à contextes sociaux conflictuels émergents différents, la position de la presse et de la presse locale reste relativement hostile aux conflits sociaux d'ordre politique. De sorte que si le présent texte traite spécifiquement du conflit dit « anti-CPE », nous commencerons par rendre compte, comme contrepoint situationnel, de la construction médiatique qui nous semble structurer l'espace du conflit nommé « anti-LRU ». En effet, dans ce dernier cas, tout semble prolonger une opposition d'ordre interprétative sur un point de revendication particulier à un champ de production spécifique (universitaire) où les échanges entre deux pôles seront mis inégalement en scène par les médias : les voix et voies de l'ordre politique et gestionnaire face à un pôle plus hétérogène de « contestataires » ; ce qui permet d'expliquer en partie l'éradication rapide de ce mouvement [*objet de la présentation pour l'atelier*]. Avec le mouvement de 2006, le contexte est plus large et touche différents agents à divers pôles de l'espace social susceptibles de soutenir une commune revendication au sein des différents champs de production. Ce sera donc moins la revendication « anti-CPE » qui sera mise sur la sellette par les médias au regard de la fermeté des fractions engagées et du nombre des manifestants, voire des manifestations, que la « manière de réformer » au niveau national et la surface du conflit local. Ici, tout se passe comme si la revendication nationale une fois établie comme principe universalisant et homogénéisant pouvait permettre une réorganisation des orientations médiatiques sur, d'un côté, la place du politique et les façons de réformer (fustiger un homme-ministre dans ce principe de personnalisation médiatique) et, d'un autre, le quotidien d'un mouvement qui ne rassemble que des gens animés par une volonté de lutter au mieux contre le CPE, au pire mobilisés sans que l'on ne sache très bien pourquoi ! Nous verrons, dans la façon dont les journalistes vont rapporter les événements, les logiques de l'effacement d'un mouvement *doublement invisibilisé* dans la mesure où, d'abord, la presse n'en évoque que la partie qu'elle veut bien voir émergente et, ensuite, parce qu'un véritable travail de division, de morcellement et de stigmatisation des personnes mobilisées jette un voile noir sur la contestation telle qu'elle tente de s'établir. Cette double action journalistique n'est pas non plus indemne des événements survenus et tours à tours sélectionnés qui sont reconstruits dans une logique où ce sont l'ordre et les visions de l'ordre qui priment ; élément laissant interrogatif sur le réel vide médiatique relatif au fond du conflit à caractère égalitaire qu'on ne pouvait pourtant pas manquer. Pour les journalistes locaux, la politique se passe semble-t-il à un autre niveau et le front localisé des mobilisés fait déjà l'affront de se poser en instance politique de contestation, de sorte qu'on le condamne à être morcelé et regardé au travers d'un *prisme*²⁷ journalistique statistiquement porté, en effet, à mettre en avant les allégations de la partie de l'espace la plus hostile aux luttes ; les journalistes décrivant au fur et à mesure du temps les mobilisations qui passent et qui durent, les mouvements qui les expriment, comme une dangereuse pétaudière sécrétant, relayent-ils, une « zone de non-droit ». On aperçoit déjà par-là, à quel point leurs positions sont proches d'autres institutions, notamment de celles du gouvernement et de tout ou partie des syndicats, soit qu'elles les anticipent, soit qu'elles les relaient. C'est

aussi des " journaux locaux " tout en apportant à leur public, comme la plupart des quotidiens du monde, l'essentiel de l'actualité internationale et nationale. Si l'on met la dimension locale en rapport avec la quantité de papier utilisée, on constate qu'elle est effectivement la priorité éditoriale des quotidiens régionaux, même si l'on peut toujours discuter du contenu ou de la nature de celui-ci dans chaque édition, voire de l'attractivité de la "rubrique locale" consacrée à chaque commune » (Mathien Michel, « La presse quotidienne en Alsace en l'an 2000. Spécificités, développement, perspective », in Châtelier Hildegarde, Momenbert Monique (dir), *La presse en Alsace au XXe siècle. Témoin – acteur – enjeu*, Strasbourg, PUS, 2002, p.387 ; pp.392-393). Pour les DNA, on pourra consulter aussi le livre édité dans la maison d'édition qui en dépend : Wirtz-Habermeyer Dominique, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, Strasbourg, Nuée-Bleue (coll. Nous tous-DNA), 1987.

²⁵ Pour les principes relatifs à l'enquête et à la construction de l'objet : Bourdieu Pierre, Chamboredon Jean-Claude, Passeron Jean-Claude, *Le métier de sociologue*, Paris-La Haye, Mouton, 1983 ; Goffman Erving, « Le travail de terrain », extrait du *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 18-n°2, juillet 1989 (Traduction, Pascale Joseph) ;

²⁶ Sur l'usage méthodologique de la caméra, on pourra lire : France Claudine de, *Du film ethnographique à l'anthropologie filmique*, Bruxelles-Paris-Bâles, Ed. des archives contemporaines, 1994 ; mais aussi : Pialoux Michel, « Un cinéma Militant. Entretien avec Christian Corouge sur le groupe Medvedkine (7 juin 2002 à Bethoncourt) », *Regards sociologiques – Mouvements sociaux* –, n°24, 2003, pp. 13-21.

²⁷ Cf. Viala Alain, « Effets de champ, effets de prisme », *Littérature*, n°70, mai 1988, pp.64-81.

dire que cet espace de production des aperçus légitimes sur l'évènement quotidien, loin d'être homogène et autonome, est toujours en liaison plus ou moins directe avec d'autres espaces de production de discours et de pratiques sur le monde social. En définitive, tout se passe dans ce cadre comme si, quel que soit leur niveau, les *médias dominants* s'accordaient aux autres pôles attractifs des forces prépondérantes qui émanent des instances de pouvoir vues et reconnues comme légitimes. En effet, dans le (mal)traitement que la presse locale octroie à certaines formes de mobilisations contestataires, tout se passe comme si elle se coordonnait aux contraintes que font elles-mêmes peser les administrations et présidences universitaires. Si ces deux pôles journalistiques et universitaires opèrent à leur niveau selon des logiques spécifiques, la conséquence de leurs actions respectives dans l'espace des conflits d'ordre politique en cours ramène, en définitive, à un déclasserment des contestataires et à une *invisibilisation* de l'espace de revendication avancé qui va jusqu'à la mise au ban puis, inéluctablement, à la remise au pas. En tâchant de redessiner l'espace des contraintes de ces conflits afin de pouvoir pointer les prises de position des journalistes²⁸, nous toucherons donc aussi forcément dans cette perspective au fait que les pouvoirs politiques et médiatiques « bloquent le conflit de société : que ce soit au nom de l'urgence, de la nécessité, du respect des "grands fondamentaux" de l'économie, une vaste entreprise de réforme marque nos sociétés contrastant avec un débat politique quasi atone »²⁹. Cela advient notamment parce que tout se passe comme s'il se produisait des effets de contraintes (de censures) finalement unifiées qui atteignaient l'organisation même des contestations ; nous aborderons donc les divers facteurs superposés qui rendent compte de ces faits où les médias jouent un rôle décisif impliquant en conséquence un ensemble d'attitudes qui fixent et font apparaître l'espace des *(im)possibles contestataires*.

1. Des interprétations déclassées d'une loi à la preuve journalistique par elle-même

Le texte de la « loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités », présenté par Valérie Pécresse n'est pas un texte neutre, on s'en doute, de sorte qu'il suscite un grand nombre d'interprétations dans la mesure où, comme il l'affiche lui-même, en découlera une « réforme » de l'institution universitaire. C'est tout d'abord en apercevant, même rapidement, ce cadre générique interprétatif que l'on peut alors saisir un des facteurs orientant les biais de ce qui se (re)joue et se (re)produit à l'échelle locale [*et que nous développerons lors de la communication*].

Dans la phase d'examen du texte, dès septembre, l'un des premiers journaux à proposer un dossier complet proposant immédiatement des perspectives sérieuses sur l'avenir des universités européennes, en prenant comme contrepoint le système des universités américaines, est *Le Monde diplomatique*³⁰. Ce dossier sous titré « Derrière l'"autonomie" des universités » interroge (et démonte) un grand nombre de catégories du discours politique et économique qui supportent l'actuelle institution universitaire américaine³¹ pour constater, avec Christophe Charle, que « Sur certains points la loi française relative à l'autonomie des universités qui vient d'être votée paraît constituer un décalque des travers du modèle anglo-saxon »³². Effectuant une analyse très pointue sur les « Passé et passif de l'enseignement supérieur américain », un professeur de l'université de Californie de Santa Barbara notait, lui, en effet qu'« Aujourd'hui ce sont les faiblesses de l'édifice qui apparaissent : un enseignement de qualité réservé aux plus riches, des investissements privilégiant un rendement rapide, une stratification sociale marquée, une concurrence engendrant des coûts prohibitifs, une concentration de ressources au sommet de la pyramide »³³. Cette tendance à l'imposition des règles du jeu économique au champ de production du savoir est d'ailleurs bien mise en perspective au travers d'un article de Frédéric Lordon plus explicite encore sur le champ économique et dont le titre est révélateur : « Quand la finance prend le monde en otage »³⁴. Cette fusion des intérêts économiques et de l'enseignement supérieur était d'ailleurs déjà relayée par le même mensuel en mai 2006, en plein mouvement « anti-CPE », au travers d'un article qui pointait l'immixtion toujours plus importante des

²⁸ « Rien de tel que de partir d'une observation directe, d'analyser le compte rendu d'un même évènement tel qu'il a paru dans différentes publications et de le confronter avec les données qui lui ont donné naissance » (Kientz Albert, *Pour analyser les media. L'analyse de contenu*, France, Maison Mame (coll. Médiuim), 1971, p.75).

²⁹ Dufresne Anne, Gobin Corinne, Matagne Geoffroy, *op. cit.*

³⁰ « Dossier : les universités face au modèle américain », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007. A chaque fois que nous citons les éléments d'un article, nous reproduisons fidèlement les formes (droit et/ou italique) utilisées par les journalistes. Les citations que nous effectuons sont toujours indiquées par des « ... » et ce type de guillemets présents dans les articles deviennent donc "...".

³¹ Halimi Serge, « "Diversité" contre égalité ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007.

³² Charle Christophe, « Faut-il coter les facultés européennes ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007.

³³ Newfiel Christopher, « Passé et passif de l'enseignement supérieur américain », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007.

³⁴ Lordon Frédéric, « Quand la finance prend le monde en otage », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007.

patrons dans le public « Et déjà une chaire L'Oréal au collège de France ! »³⁵. Au-delà de ces éclaircissements médiatiques produits par de nombreux chercheurs, il existe une littérature très explicite analysant le contenu comme les effets des différentes réformes qui touchent le système universitaire³⁶.

Pourtant tout se passe comme si ces analyses étaient ignorées par les journalistes, tant de presse que télévisuels, qui semblent informer sans s'informer ou, pourrait-on dire dans ce qui serait le pire des cas, à informer en informant le dédain face à certaines réclamations, c'est-à-dire en définitive, et en conséquence, à « désinformer pour réformer » comme le notent Henri Maler et Mathias Raymond³⁷. Dans l'espace interprétatif des réformes universitaires qui s'échelonnent de manière coordonnée, la parole relayée se situerait en effet plutôt du côté de leur légitimation. Déjà en août 2007, sans remettre en cause le système de classement de Shanghai (hautement problématique comme l'a plusieurs fois démontré Frédéric Lebaron) et faisant corps avec cette construction du classement légitime international, *Le Figaro* déplorait : « Les universités françaises encore à la traîne »³⁸ quand *Les Echos*, au même moment, soutenait la nécessité des réformes en titrant qu'au niveau des « Universités : la France améliore un peu ses performances internationales »³⁹. Tout est là pour appuyer, dans (et pour faire) l'opinion, l'incontournable obligation de la réforme de sorte qu'en plein milieu du conflit contre la loi LRU, il n'y a pas à s'étonner que *Le Monde* publie un article signé par « Sept⁴⁰ des huit présidents d'universités parisiennes [...] »⁴¹. Dans ce papier intitulé « Défendre l'université »⁴², ce sont les présidents qui deviennent les défenseurs légitimes et légitimés de l'université dans la presse, renversant l'étiquette que les mobilisés avaient largement arborée. Leurs points de vues sont quasiment portés au rang de voies prophétiques et « [...] en appellent aux étudiants pour qu'ils ne bloquent pas l'évolution salutaire de l'enseignement supérieur » :

« Prétendre que la présence de membres extérieurs dans les conseils d'administration, ce qui au demeurant était déjà le cas auparavant, conduit à une soumission de l'université aux intérêts privés, est une contrevérité flagrante. [...] Prétendre que faciliter l'accès des universités à des soutiens privés va les affaiblir est une autre contrevérité et il suffit pour s'en convaincre de regarder l'avantage que cela apporte à certaines universités étrangères »⁴³.

Relais relayant cet appel émanant des positions universitaires dirigeantes, *Le Monde* renvoie en définitive ses lecteurs aux arguments des personnalités politiques à l'origine de cette « réforme ». Pendant ce temps, les appels émis de positions non moins légitimes tels ceux d'un certain nombre de professeurs ou chercheurs⁴⁴, mais peut-être par trop analytiques pour les journalistes (pas au format) détaillant le contenu de la loi et ses conséquences (largement probables), ne sont pas mis en exergue, ni évoqués ni même rappelés dans les différents supports médiatiques. Puis, plus tard, alors qu'en pleine polémique (médiatique ?) des journaux locaux comme *20 minutes/Strasbourg* n'accordent déjà plus une ligne à cette question de la loi, l'article de Luc Cédelle, encore paru dans *Le Monde* du 22

³⁵ Montlibert Christian de, « Universitaires à l'affût de parrains dans le privé. Et déjà une chaire L'Oréal au collège de France ! », *Le Monde diplomatique*, mai 2006.

³⁶ On peut citer par exemple : Abélard (collectif), *Universitas calamitatum : le livre noir des réformes universitaires*, Bellecombe-en-Bauges, du Croquant, 2003 ; Montlibert Christian de, *Savoir à vendre. L'enseignement supérieur et la recherche en danger*, Paris, Raisons d'agir, 2004.

³⁷ Maler Henri, Mathias Raymond (pour acrimed), *Médias et mobilisations sociales. La morgue et le mépris*, Paris, Sylepse, 2007, p.41.

³⁸ *Le Figaro*, 4/5-08-2007.

³⁹ *Les Echos*, 3/4-08-2007.

⁴⁰ « **Laurent Batsch**, président de Paris-IX-Dauphine ; **Bernard Bosredon**, président de Paris-II-Sorbonne nouvelle ; **Guy Cousineau**, président de Paris-IV-Sorbonne ; **Jean-Charles Pomerol**, président de Paris-VI-Pierre-et-Marie-Curie ; **Bruno Varet**, administrateur provisoire de Paris-V-René-Descartes ; **Louis Vogel**, président de Paris-II-Panthéon-Assas ».

⁴¹ « Où est le huitième, pourquoi ne signe-t-il pas ? », pourrait-on s'interroger !

⁴² *Le Monde*, jeudi 15-11-07.

⁴³ « Défendre l'université », *Le Monde*, jeudi 15-11-07. Il faudrait peut-être aussi présenter que pourtant, pour l'Allemagne, « Il ressort de tout cela – communication de Mme Barlösius (Leibniz Universität Hanover)– que des universités peuvent être en **faillite** (ce serait le cas d'une université de Rhénanie du Nord), que chaque université garde pour soi les informations sur "son processus de gestion" et n'en informe pas les concurrentes, que les présidents enjolivent ou passent sous silence certaines informations, que tout est fait pour améliorer la place dans le "ranking" qui devient l'obsession, que les petites disciplines qui ont peu d'étudiants-clients et encore moins de tiers financeurs sont menacées de disparition, que les différences entre les universités deviennent des différences hiérarchiques et conduisent à une acceptation officielle des inégalités » (Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, Colloque du 29-30 novembre 2007, « L'excellence par le pilotage? Les transformations des paysages scientifiques Français et Allemand ». Compte-rendu de Christian de Montlibert, en ligne).

⁴⁴ Notamment : Audier Henri (SLR), « Un loi inacceptable sur "l'autonomie" qui anticipe la suite », en ligne ; Bourdieu Jérôme, Chatenay Didier, « Pour une véritable autonomie de l'enseignement supérieur et de la recherche », en ligne ; etc.

novembre 2007, illustre la position consensuelle qui tend automatiquement à créditer la voix du journaliste comme celle du juge impartial alors qu'il se fait l'avocat de la défense en faveur de la réforme. Revenant pourtant très partiellement sur les mesures d'une loi qu'il considère comme « essentiellement technique » l'argumentaire consiste objectivement à détruire les éléments de contestation en déclarant :

« Et pourtant c'est faux : cette loi n'organise pas la privatisation de l'université. Elle n'augmente pas les frais d'inscription, n'institue pas de sélection à l'entrée de l'université, ne supprime aucune filière. Cela ne veut pas dire que personne ne tentera jamais de réaliser de tels projets. Ni qu'il n'existerait pas, dans cette loi, des dispositions permettant d'aller, à terme, dans ce sens, mais l'honnêteté oblige à dire que ce n'est pas dans la loi »⁴⁵.

Nous sommes frappés de la contradiction d'une casuistique qui opère à deux niveaux. D'abord, tout se passe comme si le journaliste nous affirmait qu'il était nécessaire de lire un texte de loi au pied de la lettre et qu'il n'y aurait pas d'autres conséquences que celles qu'il annoncerait (sous-entendu : il n'y a pas d'interprétations, d'applications ni de conséquences pratiques des lois) alors que d'un autre côté, et dans le même temps, il laisse entendre et comprendre qu'il y aurait (éventuellement) « des dispositions permettant d'aller, à terme, dans ce sens [de la privatisation] ». Donc, en tout état de cause, les logiques de privatisation sont bien présentes dans le texte... Cette lecture au pied de la lettre de l'article porte à dévoiler « l'honnêteté » de cette mauvaise foi journalistique qui (se) crédite (de sa bonne foi comme de) la bonne fois du gouvernement⁴⁶ : ces *vues et bévues* pointant le bon sens journalistique n'ont de cesse de laisser osciller entre réelle naïveté, cynisme patenté et/ou médiocrité de l'information (sinon de la formation des journalistes⁴⁷) ; bref sur l'habitus journalistique⁴⁸. Donc, après avoir renversé un certain nombre des points des revendications au profit de ce qui serait leur équitable interprétation (ne faut-il pas lire les textes au pied de la lettre ?), tout est mis en œuvre pour faire « des initiateurs du mouvement étudiant » des contestataires mal avisés, animés par une ridicule et simple (sinon simpliste) motivation revenant à une « grande » mais inconcevable « défiance » contre les « *pouvoirs* ». Et, nous atteignons le comble lorsque le redresseur de tord de l'interprétation de la loi LRU, après nous avoir montré la puissance moins remarquable que remarquée de ses analyses sur ce que contient la loi LRU, se mute en défenseur de ce qui serait le travail d'information du journaliste sur l'apparence des faits, eux pourtant si promptes, comme nous le démontre malgré lui Luc Cédelle, à sauter sur les interprétations des faits et à renverser la réalité de ces faits à la mesure de leurs intérêts (plus ou moins sus et aperçus).

« Cachée lors des concertations préalables, enfouie derrière le texte de loi, la volonté de privatisation de l'université relève pour eux [les initiateurs du mouvement étudiant] d'une évidence que les médias, à commencer par les spécialistes des questions universitaires, auraient soigneusement dissimulée avant qu'ils ne fassent éclater la vérité. Ce scénario implique que tout discours modéré tenu sur cette loi procède d'une complicité politique avec le gouvernement, les intérêts privés, bref, les *"les pouvoirs"*. C'est pourquoi, pour protéger son postulat de départ – une loi *"qui signifie la privatisation de l'enseignement supérieur"* –, le mouvement est condamné à la surenchère anti-médias qui d'avance, fournira la seule explication à son échec possible ».

On ne s'en sortirait plus de déplier l'argumentaire cousu de fils blancs qui tend à justement « cacher » la pratique des journalistes derrière un « discours modéré ». Force est de constater cependant ici, qu'il ne l'est pas face au mouvement en marche et à ses fantomatiques « initiateurs ». L'interrogation des conditions de contradiction de ce type de discours suffit à objectiver le parti pris des journalistes ; d'ailleurs, comment se fait-il que peu enclins à proposer des liens et des analyses à

⁴⁵ « Université : la grande défiance », *Le Monde*, jeudi 22-11-2007.

⁴⁶ Le même paragraphe se clôt d'ailleurs par : « Lors des discussions qui ont précédé son adoption, des engagements ont au contraire, été pris pour écarter de tels projets, précisément en raison de leur caractère explosif » (« Université : la grande défiance », *Le Monde*, jeudi 22-11-2007).

⁴⁷ On pourra là-dessus se reporter à l'observation participante de François Ruffin, à propos du Centre de formation des journalistes, une « unité d'élite » dans la formation journalistique : Ruffin François, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les arènes, 2003.

⁴⁸ Lire notamment sur ce point : Accardo Alain, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », *in id. et alii., Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone (coll. Eléments), 2007 et spécifiquement « Un habitus de classe » (pp.51-57) où le sociologue explique qu'« On ne peut pas transformer quelques 34000 journalistes en conspirateurs [...] », mais qu'« En revanche, on peut faire confiance à l'habitus de classe de la majorité de ce clergé "bourgeoisocratique" pour coaliser à peu près inmanquablement [...] le gros des troupes dans la défense spontanée et ardente d'une politique, baptisée tantôt "de droite", tantôt "de gauche", mais toujours conforme aux besoins de l'ordre établi (nationalement ou mondialement), à ses valeurs et croyances dominantes largement partagées par les journalistes et qui constituent des variantes plus ou moins orthodoxes (donc avec une dose variable d'hérésie) du dogme néolibéral » (pp.52-53).

un moment, notamment en ce qui regarde les différentes interprétations de la loi LRU, les journalistes, comme l'illustre ce dernier paragraphe, n'hésitent pas, en d'autres cas, à proposer leurs analyses ? Comment se fait-il que les références solides et informées n'apparaissent pas, alors que les références à tel ou tel petit morceau de discussions ou de mots (mal)entendus et exclus de leur contexte, eux, apparaissent pour défendre un point de vue qui se voudrait d'« investigation » et « objectif » ? Peut-être faut-il postuler une perspective d'analyse qui ne peut (structuralement) se mettre qu'à la hauteur de ce qu'elle peut percevoir de ce que serait une éventuelle complicité, sans arriver à constater que cet article même fait le jeu d'une complicité qui n'a pas besoin de se penser pour être active et avoir une « efficacité symbolique »⁴⁹ en s'instituant contre les formes de critiques sociales à caractères politiques.

Dans le cadre du conflit contre la loi LRU, tout se déroule objectivement comme si cette structure générique mettant dos à dos les interprétations⁵⁰ ramenait immédiatement l'ensemble des agents mobilisés à des positions tenables/légitimes ou intenable/illégitimes. D'un côté, l'administration soutenant le bien fondé de la légalité et, d'un autre, les étudiants, peu, pas ou mal soutenus par les syndicats comme de la majorité des professeurs. Au milieu, médiateurs des événements spécifiquement universitaires, les médias et la presse locale qui, soucieux aussi de leurs prises de position(s) dans l'incertitude de l'évolution de la situation, restent automatiquement, dans ce cas, plutôt favorables à l'ordre tel qu'ils l'attendent et (se) le représentent.

2. Les (im)possibles du conflit de 2006 et les mises en scène médiatiques du revendiqué⁵¹

A. Configurations du conflit « anti-CPE »

La structure générative globale ne suscite pas la même distribution des positions lors du conflit social de 2006⁵² que les médias vont relayer sous l'appellation « anti-CPE ». En effet, lorsqu'en un peu moins d'un mois les personnes présentes lors des manifestations à Strasbourg passent selon la presse locale de 2500 en février à 6000 au mercredi 8 mars, les quotidiens s'empressent de relayer une revendication qui touche un ensemble de secteurs situés à différents pôles de l'espace social puisqu'au niveau national, les syndicats du privé et du public, certains partis politiques⁵³ se rallient derrière un mot d'ordre (mobilisateur) qui est aussi un mot de passe : « Non au contrat première embauche ! ». Deux semaines après l'amorce d'un conflit passé presque inaperçu à Strasbourg sinon au travers des manifestations, les *DNA* rapportent enfin que le « Mouvement s'intensifie » parce qu'à « Marc-Bloch : le président demande le retrait du CPE »⁵⁴ :

« L'équipe de direction lui a apporté son soutien par la voix du vice-président Bernard Michon. [...] Une réunion "au sommet" s'est tenue hier soir au pôle universitaire de Strasbourg. La prise de position du président de l'UMB intervient alors que les demandes de retrait du CPE se multiplie dans les instances universitaires ».

Deux jours plus tard, le jeudi 16 mars, le même journal réserve dans ses feuillets intitulés « Politique », environ 42%⁵⁵ de l'une de ses pages imprimées à l'« Appel au dialogue avant les défilés » du gouvernement, mais relaye cependant à nouveau, en contrepoint sur 20% de la même page, que « Devant les étudiants, le président de Marc-Bloch explique sa lettre à Villepin »⁵⁶. Outre ce

⁴⁹ Cf. Lévi-Strauss Claude, « Magie et religion », in id., *Anthropologie structurale*, Paris, Agora (coll Pocket), 1974.

⁵⁰ Interprétations relevant de prises de positions relatives à des positions sociales qu'il faudrait, elles aussi, éclaircir, mais que les analyses propres à cette recherche en cours ne nous ont pas encore permis de délimiter de manière pertinente pour le moment.

⁵¹ Dans la suite du texte est pour le conflit du début 2006, en ce qui regarde la presse, nous nous fondons quasi exclusivement sur les scénarisations du mouvement par les *DNA* entre le 1^{er} mars et le 30 mai 2006. Option qui permet de suivre les logiques oscillatoires du journal par rapport à un contexte précis et déjà complexe en évitant d'avoir à nous pencher pour le moment sur les quelques distinctions de traitement observées entre les deux quotidiens locaux qu'il faudrait aussi tenter d'expliquer et de comprendre ultérieurement dans la suite de ces recherches. Nous avons retenu ici essentiellement les articles qui rendent compte, au niveau national ou local, des mobilisations dans le journal.

⁵² Qui s'est déroulé à Strasbourg entre la fin du mois de février (avec quelques soubresauts) et le 5 mai 2006 où il tend là à s'évanouir définitivement.

⁵³ On peut noter parmi eux : le Parti Socialiste, le Parti Communiste, Les Verts, Sud étudiants, la FIDL, l'UNL, l'UNEF, la FSU, l'UNSA, la CGC, la CFDT

⁵⁴ *DNA*, mardi 14-03-06.

⁵⁵ Pour chaque chiffrage de ce type relevant de l'importance prise par telle ou telle information, nous avons pris en compte le taille, en centimètres carré de la totalité de l'article titre et photo compris par rapport à l'ensemble imprimé de la page où il apparaît. Souvent indicatif des articles en contrepoint sur la même page, les *DNA* optent généralement, quel que soit leur cahier, pour une mise en page qui comprend une marge à gauche (voire aussi à droite) avec de petits articles et deux à trois articles sur le reste de la page (ou au milieu s'il existe une marge à droite aussi).

⁵⁶ *DNA*, jeudi 14-03-06.

traitement médiatique qui insiste sur la nécessité du « dialogue avec le gouvernement », tout se passe dans le conflit comme si la coalition des instances administrativo-dirigeantes de l'université, ajoutée aux rangs syndicaux et de certains partis, donnait le crédit et la légitimité de la revendication des diverses personnes mobilisées localement. C'est bien, semble-t-il, parce que cette distribution des prises de parti contre le CPE est partagée que la mobilisation dite « étudiante » existe alors petit à petit comme évènement local digne d'être relayé dans le journal.

Cela aura au moins deux implications. Premièrement, ce soutien du président de l'UMB au mot d'ordre général du « retrait » jouera en faveur de l'organisation du mouvement au sein de l'université : ce dernier ne pourra en quelque sorte pas s'opposer systématiquement à l'occupation de l'un des bâtiments de sciences humaines au risque de perdre le crédit d'une prise de position complexe dont s'empare le journaliste : « Après avoir dit qu'il n'avait pas l'intention "*d'interférer dans le mouvement étudiant*" et qu'il agissait "*sans arrière-pensée partisane*", François-Xavier Cuhe a pointé du doigt "*l'aggravation de la précarisation et les incertitudes liées au monde du travail*" »⁵⁷. La place de l'arbitre institutionnel empêche en quelque sorte d'aller jusqu'au bout des conséquences de la position de sorte que demandant le retrait du CPE, elle ne peut cependant permettre de soutenir les formes prises par le conflit sinon celle, floue, de l'aspiration qu'on veut lui prêter⁵⁸. Cet évènement objectivant les distributions des positions, révèle aussi toute l'ambivalence des prises de positions dominantes dans le champ universitaire, prises de positions laissant les marges pour les reconfigurer au fur et à mesure de la tournure des évènements (comme le montreront les différentes fermetures administratives et les luttes autour du maintien des lieux de l'occupation). La seconde nécessité, d'une espèce de ralliement derrière ce mot d'ordre générique d'un contexte revendicatif admis comme mot de passe et de placement, a pour effet d'auréoler le revendiqué unificateur du « retrait du CPE » d'un caractère presque magique et sacré. Il laisse donc dans l'ombre tout ce que ce point particulier exacerbe en réalité, faisant de ce principe un point phénoménologique, un point total qui cache et permet de cacher la complexité des facteurs à l'œuvre dans les mobilisations. Au travers du conflit, dans les journaux, la revendication est devenue une fin en soi autour de laquelle s'articulent tous les points de vue : « L'institutionnalisation de la médiatisation n'a pas seulement pour effet de clôturer le monde militant sur lui-même, ses jeux et ses enjeux. Elle a pour principale conséquence de produire une confusion entre les moyens et les fins de la contestation ou, plus exactement de transformer les moyens en fins »⁵⁹.

Il faut relever qu'en ce qui regarde l'information sur les positions étudiantes, on peut déjà percevoir une forme de réticence de la presse qui, les jours qui précèdent ces « 6000 dans la rue », ne consacre que deux minuscules encarts aux actions des étudiants de Strasbourg prévenant l'un, « En ordre de bataille » et l'autre « Palais universitaire : tentative de blocage ». D'un côté, c'est l'annonce des chiffres de la manifestation du lendemain : « 3000 à 4000 personnes sont attendues », comme s'il fallait comprendre que la presse sera là pour constater (et suivre le cas échéant) ; de l'autre, déjà l'Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg (Afges) est retenue dans la mesure où elle « condamne cette action [tentative de blocage], mais "concède" que le CPE puisse faire l'objet d'un mouvement »⁶⁰. Commencant d'emblée à marquer les limites des actions légitimes en relayant le discours de l'association la plus puissante (économiquement et politiquement) et la plus conservatrice, c'est-à-dire feignant l'apolitisme pour masquer les politiques gestionnaires⁶¹ qu'elle exerce réellement, le quotidien oscille alors entre « angoisse naissante et interrogation à distance »⁶². Le lendemain, du jour de ladite manifestation, le journal titre donc « 6000 dans la rue » mais note que « le cortège était hétéroclite. Composé de militants toujours rompus aux manifestations et surtout de lycéens plus

⁵⁷ DNA, jeudi 14-03-06.

⁵⁸ Sur cette « lettre du président », nous n'avons actuellement pas assez d'éléments tangibles pour saisir exactement les nécessités qui la génèrent et affirmer si elle se produit sous une pression des étudiants (comme l'attesterait l'accord signé entre la présidence et la délégation des mobilisés) où si, dans les configurations du conflit social, elle suit une position universitaire et/ou syndicale plus ou moins décidée à l'avance. Il est vrai qu'à ce moment du conflit, les positions de certains présidents d'autres universités ne sont pas clairement affichées aussi peut-être, mettons-nous en hypothèse, parce que leurs facultés ne sont pas secouées par de mouvements internes. En effet, mise à part l'Université Louis Pasteur de Strasbourg qui voit un mouvement informatif lancinant (et qui se durcira) accepté par l'administration « tant que les cours ne sont pas perturbés », les étudiants engagés dans le conflit viendront s'agréger aux AG et aux actions qui se déroulent dans le bâtiment de sciences humaines du Patio.

⁵⁹ Poupeau Franck, « Revenir aux luttes... », *art. cit.*, p.14.

⁶⁰ DNA, mardi 7-03-06.

⁶¹ L'une des pratiques préférées de l'Afges consistant par exemple à adhérer en masse à diverses amicales étudiantes mais aussi à d'autres instances afin de présenter et d'élire des membres représentant leur association.

⁶² Chardeau Patrick et alii., *La télévision et la guerre. Déformation ou construction de la réalité ?*, Bruxelles, De Boeck, 2001, p.133.

turbulents »⁶³. En relayant aussi (au travers des noms et des prénoms des cadres des organisations-étiquettes et avec uniquement le prénom de ceux qu'ils nomment les autres « leaders ») : la guerre des chiffres, la revendication du contrat première embauche et les intentions des interviewés de ne pas céder ; en un mot, toujours les mêmes dans la rue ! Dans les jours qui suivent, la presse locale fait peu de cas de l'occupation de l'Université Marc Bloch du fait peut-être qu'uniquement « une centaine d'étudiants de l'Université Marc-Bloch, regroupés en comité autonome anti-CPE, ont voté le maintien du "blocage" du bâtiment du Patio »⁶⁴. Les articles du jeudi et du vendredi représentent chacun respectivement 4% d'une page imprimée. Ce n'est qu'une semaine après la manifestation, mardi 14 mars, qu'un article de près d'une demi-page cette fois est à nouveau consacré au conflit en constatant que « Le mouvement s'intensifie »⁶⁵. A ce niveau, si la presse locale semble retransmettre le rassemblement des étudiants c'est effectivement, comme le stipule le journaliste, parce que « Le mouvement anti-CPE, qui a pris corps à Marc-Bloch de Strasbourg, paraît décoller ». La presse, avec « la lettre du président à Villepin », ne peut donc plus l'ignorer puisque la parole institutionnelle donne plus ou moins de poids au conflit, mais, comme en contrepartie, n'en fait voir que ce qui lui semble primordial, digne d'être relaté : « Quelle qu'en soit la manière, "positive" ou "négative", dont ils en parlent, il est des "événements" dont les journalistes ne peuvent pas ne pas parler ; et inversement, ils ne peuvent pas constituer n'importe quoi comme "événement" sous peine de perdre précisément leur pouvoir propre de constitution »⁶⁶.

B. Espace physique/espace social/espace revendicatif : contours et limites d'un conflit égalitaire

Sans qu'elle ne soit éclairée par la presse d'une quelconque manière sauf à l'*invisibiliser* par le peu qui en est dit, l'occupation de l'espace universitaire s'est cependant déroulée de façon tout à fait singulière. En effet, dans le Hall A du Patio, l'un des bâtiments principaux de la faculté de sciences humaines, une cuisine autogérée a été aménagée. Utilisant un kiosque mobile, habituellement « kiosque culture », comme un bar, des plaques électriques, un frigo, des étagères alimentaires, des bassines et autres ustensiles y ont été disposés. Devant cette cuisine rigoureusement improvisée, des tables et des chaises sont arrangées de manière à générer un lieu possible de rencontre, de discussion et de repas communs. Cette installation, qui n'aurait pas non plus été possible sans l'entente avec certains membres du personnel universitaire, pointe déjà une certaine forme de connivence, de

solidarité qui se fait en se faisant. Un peu plus loin, dans le même Hall A, un autre kiosque mobile (habituellement usité comme « accueil ») et des tables d'information, où textes de loi, tracts et autres brochures sont disponibles : on y accède, depuis le parvis, par l'escalier principal, arborant de grandes affiches détaillant les différents textes, des graffitis et des banderoles revendicatives, ce qui ne peut manquer d'interpeller le quotidien des étudiants peu ou pas engagés dans la grève. Là encore, le local habituellement utilisé par un syndicat étudiant (le « Bureau de la vie étudiante » nommé « BVE ») devient une pièce commune aléatoirement fermée à clef qui permet d'entreposer les différents équipements comme de disposer d'un accès à internet à certaines heures et surtout du téléphone (pour « prévenir la presse et les syndicats » lors de toute évolution de la situation⁶⁷). Un peu plus loin, dans le bâtiment 5 où l'on accède à partir du Hall A, une salle de classe est réservée à la conception des pancartes, des banderoles et des autres supports de diffusion des slogans.

Toute l'occupation de l'espace indique ainsi la temporalité probable du mouvement et objective dans les



⁶³ DNA, mercredi 8-3-06.

⁶⁴ DNA, vendredi 10-3-06.

⁶⁵ DNA, mardi 14-3-06.

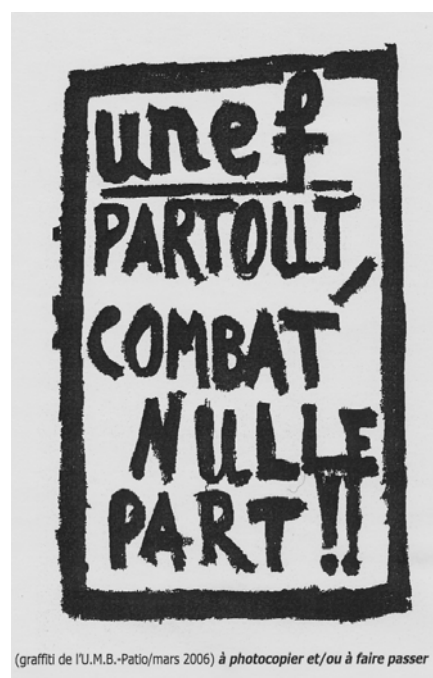
⁶⁶ Champagne Patrick, « La manifestation. La production de l'évènement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984, p.31.

⁶⁷ Comme le note un étudiant-leader du mouvement.

faits, comme dans les esprits, la présence du conflit⁶⁸. Sorte de sas permettant d'accéder à tous les lieux du bâtiment et seuil jouxtant l'amphithéâtre I (« Amphi I ») où se dérouleront la majorité des assemblées générales (AG), cette prise en main d'un lieu carrefour donne une assurance et une puissance (et un sentiment d'assurance et de puissance) aux étudiants mobilisés. Cet ancrage spatialisé autour duquel se structure le conflit sera donc aussi un enjeu de lutte, tout au long des près de deux mois que durera l'occupation, entre les personnes mobilisées et l'administration ; laquelle prendra prétexte, à de nombreuses reprises, pour des « fermetures administratives ». Ainsi, même si les dits « grévistes » réinvestissent les lieux en force, le 5 avril par exemple, une fermeture administrative est décidée et l'eau comme l'électricité sont coupés aux occupants. On ne comprendrait pas cet enjeu que représente l'investissement total de l'espace physique si l'on ne voyait pas qu'il permettait d'agrèger les différentes tendances, d'associer les fractions présentes dans l'espace social de la lutte, d'organiser les actions à venir et l'orientation du mouvement, de garantir un fonctionnement qui s'apprend au jour le jour dans les oppositions et les discussions, d'informer et de fédérer de nouvelles personnes, d'être un espace de réarmement et de démêlés de tous ordres où l'on retrouve, quels que soient l'heure et le jour, les personnes impliquées. C'est qu'en s'instituant à lieu, auto-créditant et auto-légitimant l'occupation consécutive à la configuration politique plus globale, le conflit ne reste plus à l'état éthéré ou dans des consciences désincarnées de sorte qu'il oblige aussi à prendre position aussi bien pour les autres étudiants qu'en ce qui regarde l'ensemble du personnel (IATOS, enseignants et administration) [ce qui aura un effet sur le mouvement de 2007].

En fait, loin de regrouper des tendances homogènes, c'est au travers de l'organisation d'une entité qui s'est appelée « Coordination de Strasbourg contre le CPE et la précarité »⁶⁹ que les prises d'initiatives, les congruences des expériences militantes passées se coalisent et que se fédèrent les investissements de chacun. Lors des AG, des commissions et des comités sont mis en place (et feront chaque jour des comptes-rendus) et les votes renouvellent ces participations tournantes aux diverses cellules : de « grève », d' « actions », « trésorerie », de « presse », « relation administrations », « alimentation », « imprimerie », etc. Cette rotation des mobilisés suscite de nouveaux intérêts et ouvrent à des expériences militantes souvent nouvelles qui se coordonnent sur le tas et avec le soutien d'agents dont le passé militant fournit souvent une dynamique structurante essentielle.

Outre l'important clivage entre personnes mobilisées et étudiants soucieux d'aller en cours et peu concernés par le conflit (cf. *infra*), nous ne pouvons ici détailler les oppositions qui divisent aussi cette agrégation de personnes actives au sein d'un mouvement qui se dessine, les idéologies respectives auxquelles chacun s'adosse, les conflits de personnes, les prises en main qui se produisent, etc. Mais nous souhaiterions néanmoins pointer que tout cet agencement ne se fait pas sans accroches, n'est pas un lissage qui se produit de lui-même comme pourrait le sous-entendre trop rapidement le présent texte. Comme le montrent les entretiens menés, les discussions informelles et les « prises de bec » dans lesquels nous avons été nous-mêmes pris, le mouvement reste en effet pour les plus engagés politiquement, le lieu où peuvent se déployer les confrontations et les disputations les plus fondamentales qui tiennent à l'*illusio* politique de sorte que des acceptations, des compromis internes se négocient et/ou se dénouent presque au jour le jour, dans la pratique. De manière tacite et dans les premiers temps au moins, ces contrastes internes n'empêchent pas de se fédérer et de se ranger derrière des actions et des mots d'ordre qui semblent aller dans le même sens dans la mesure où ces formes d'engagement différenciées soutiennent et nourrissent un conflit qui dépasse les traditionnelles querelles de clocher militantes.



⁶⁸ « Pour le dire autrement, les rapports de domination entre les groupes sociaux sont inscrits dans certaines configurations objectives (nommées "espace", "temps", "ville", etc.) qui ont besoin de "lieux" pour durer et se cristalliser, s'imposer, se masquer, se reproduire, se transformer. Dans ces conditions, ces rapports de domination sont transmutés selon différentes modalités pratiques dont les *espacements* et les divisions qu'elles impliquent sont appréhendables en termes de contraintes spatiales (et concomitamment, en *perceptions spatiales et spatialisées*) organisées [...] » (Montlibert Christian de, Borja Simon, « Espace-temps social et réification de l'espace social : éléments sociologiques pour une analyse du temps », *Cahier du CRESS – Espèces d'espaces* –, n°7, 2007, p.48).

⁶⁹ C'est dans la semaine du lundi 27 février au 5 mars 2006, que les appels clairs à des assemblées générales sont lancés pour se tenir le 28 février puis le 2 mars jusqu'à organiser des tentatives de blocage, des barrages filtrants la semaine d'après.

Se voulant autonomes, hors de ces étiquettes politiques traditionnelles et en se situant « contre le CPE et la précarité », les personnes qui occupent la position possible d'initiateurs et de locomotive ouvrent les horizons d'un espace susceptible de fédérer un contingent plus vaste que celui relatif au milieu étudiant et des étudiants peu enclins à se ranger du côté de ceux que les journaux vont aussi désigner sous le terme de « grévistes ». On le voit, il se produit ainsi véritablement à Strasbourg un conflit qui, tâchant de dépasser les oppositions classiques, a toutes les caractéristiques des mouvements dits « égalitaires et redistributifs ». On peut encore parler, pour continuer de créditer cette optique, des subsides qui proviennent tour à tour de la caisse de grève qui circule dans les AG, de l'argent offert par les syndicats (dont l'acceptation est soumise au vote) et de la "confiance" de cette gestion automatiquement accordée aux personnes élues au sein des commissions garantissant les principes d'autogestion qui s'établissent nettement, etc. Une nouvelle économie des rapports et des moyens de subsistance se dessine en occupant souvent toute l'existence des personnes les plus mobilisées. Cette organisation fragile qui tâche de se maintenir solidement sur le campus coordonne et décide les actions dites à « prix libres » tels des « petits déjeuners », « goûters » et d'autres actions de sensibilisation organisées à la faculté ou en ville : les tractages mis en place la veille et effectués à la sortie des usines ou dans les lycées plus éloignés de Strasbourg, les actions diverses de « sit-in urbain », ou celles menées auprès d'une antenne ASSEDIC ou de Arte ainsi que les AG au centre ville, etc., symbolisent, tout au long du mouvement, cette propension à dépasser les cadres d'une revendication sur le point du CPE. On aurait pu croire, sous l'effet des conditions relativement particulières du mouvement qui s'anime au travers de la diffusion des modes opératoires à caractères « alter mondialistes » ou rappelant le camp « No border » (qui avait fait beaucoup de remous à Strasbourg), que les journalistes s'emparent de cette dimension novatrice du goût des médias actuels pour les « nouveaux mouvements sociaux ». Mais le conflit est déjà trop ancré dans la réalité politique de sorte qu'à l'instar de Patrick Champagne on peut remarquer : « Lorsque l'évènement prend une dimension politique majeure, le spécialiste [appartenant au mouvement] – quand il existe – tend à être dépossédé du droit de dire, ou en tout cas de dire seul, le sens proprement politique de la manifestation, au profit des rédacteurs politiques ou des éditorialistes de son journal qui donnent leurs "points de vue" ou font les articles de première page »⁷⁰. Avec cela, son mot d'ordre et de ralliement, même « contre le CPE », porte les marques d'une action périmée, « ringarde », quoi qu'il arrive en-dehors de la vogue des mots d'ordre performatifs et éthiques qui se suffisent à être « contre le réchauffement climatique », « contre la dette du tiers monde » pour affrioler les journalistes⁷¹. De plus, pour ces derniers, localisé et quotidien, le conflit a ses protagonistes qui vont dans le même sens, sans s'entendre tout à fait tant ils appartiennent à des univers aux règles et aux *illusio* assez hétérogènes pour susciter des divergences sur lesquelles on peut se rabattre : entre étudiants, entre étudiants et travailleurs, entre administration et étudiants, entre personnel et étudiants... La « lisibilité sociale »⁷² de l'évènement tombe dans les catégories communes et routinières du travail de reconstruction journalistique qui illustre le travail quotidien de mise en forme de la réalité de l'évènement⁷³.

**EXIGEONS LE RETRAIT
DU CPE, DU CNE, ET DE
LA LOI SUR L'ÉGALITÉ
DES CHANCES**

**MANIFESTATION
Mardi 4 avril
14 h
Place Kléber**

Le CPE : Les entreprises de plus de vingt salariés peuvent embaucher les moins de 26 ans avec un contrat qui suspend pendant deux ans des droits fondamentaux du code du travail, mais aussi des avancées des conventions collectives. Lorsqu'on change d'entreprise, on recommande un CPE à zéro, sans tenir compte du temps passé dans une autre entreprise : On peut contracter des CPE à répétition !

Le CNE : Mêmes effets, mais sans limite d'âge, pour les entreprises de moins de vingt employés... Le patron rencontre des « difficultés » ? Il licencie sans motif. Il a un pic d'activité ? Il réembauche du personnel, mais il doit respecter un délai de trois mois pour reprendre un même salarié en CNE. C'est inscrit noir sur blanc sur le site du ministère de l'emploi ! Les salarié-e-s payent la souplesse du patron !

**Il faut agir
maintenant !**

Le gouvernement de droite libérale hésite, transformons l'essai, faisons-le reculer ! N'attendons pas qu'une deuxième loi complète la première, exigeons maintenant le retrait de ces mesures de dissolution de la société française, qui surechargeront les caisses d'allocation, tout en exonérant toujours plus les employeurs de l'impôt - qui permet les fonds sociaux et allocations ! C'est par la précarité et la pauvreté que naît la violence.

**COORDINATION DE STRASBOURG
CONTRE LE CPE ET LA PRÉCARITÉ**

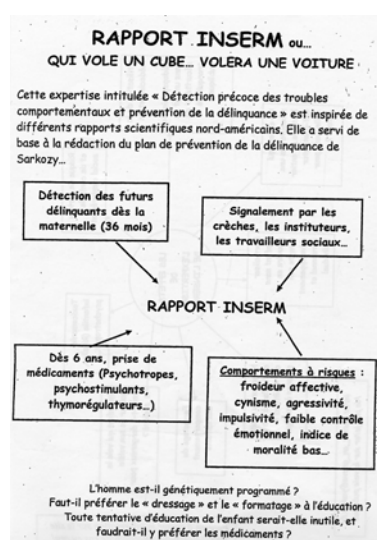
⁷⁰ Champagne Patrick, « La manifestation. La production de l'évènement politique », *art. cit.*, p.25.

⁷¹ Il n'est pas loin de pouvoir considérer que, dans la construction médiatique des problèmes sociaux, la valorisation de la très en vogue « revendication éthique » suscite la forte délégitimation des revendications politiques : « [...] tout se passe comme si l'insistance sur la nouveauté avait comme effet de permettre aujourd'hui de minorer l'importance des revendications d'augmentation des salaires [...] et de passer sous silence les demandes d'amélioration des conditions de travail éprouvantes [...] ». De plus l'insistance sur cette diversité des motifs de revendication qui serait concomitante d'un épanouissement des sujets toujours plus individués ignore trop souvent le renforcement corrélatif des façonnements et contraintes sociales qu'exercent et imposent les organisations dominantes du champ économique et du champ politique » (Montlibert Christian de, « Le champ de la revendication et les nouveaux mouvements sociaux », *Regards sociologiques – Mouvements sociaux* –, n°24, 2003, p.8).

⁷² Cf. sur ce concept : Ramadier Thierry, Moser G., « Social legibility, the cognitive map and urban behaviour », *Journal of Environmental Psychology*, n°18, vol.3, 1998, pp.307-319.

⁷³ Cf. Lévêque Sandrine, « Crise sociale et crise journalistique Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, n°88, vol.17, 1999, pp.87-107, notamment pp.95-101.

Ainsi, la presse décrit et insiste sur un mouvement étudiant et/ou lycéen de « grévistes », mais dans les faits, nombreuses sont les personnes précaires, chômeurs et travailleurs pauvres qui viennent se fondre dans le AG quotidiennes entre midi et deux et, avec l'école des travailleurs sociaux mobilisés, les divers militants syndicaux, les membres de partis, ceux qui procèdent d'une association, ceux qui rappellent les réformes universitaires et les manques de moyens, même quelques rares professeurs (syndiqués), c'est tout un espace de revendications qui s'élabore, se discute et tente de s'harmoniser. Les journalistes locaux comme nationaux restent eux cramponnés à une revendication qui fait l'unanimité. Cette unanimité donnant matière à traiter du quotidien des luttes sans avoir à se pencher même sur les principes d'autres revendications. A l'inverse, les personnes présentes dans le mouvement tâchent de faire des liens, de ramener ce qui les touche à un contexte plus global. Loin de rester cantonnés à la face visible de ce qui est susceptible de les réunir de prime abord dans le conflit, les agents engagés opèrent un travail d'unification des tendances à partir duquel les plateformes revendicatives voient le jour. Un nouveau mot d'ordre déjà contenu dans le nom du comité de coordination fait son chemin : « la lutte contre la précarité »⁷⁴ autant que « l'unification et la convergence des luttes ». Le travail de mise en forme et d'affirmation⁷⁵ de l'espace revendicatif, transformant les insatisfactions revendicables en revendiqués, arrive à émerger et à être voté lors des



AG sans que la presse ne s'en fasse pour autant l'écho. Elle tient en effet déjà un revendiqué universaliste, universalisant et se suffisant à lui-même. Car, presque immédiatement et en dépit de cette construction médiatique du rapport de force, ce qui préoccupe la fraction mobilisée, ce sont aussi et surtout la « Loi sur l'égalité des chances » dont le CPE n'est qu'une scorie, le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration (code d'entrée, séjours des étrangers et droit d'asile), le rapport INSERM concernant la prévention de la délinquance, la Loi Fillon, le retrait de la réforme LMD, le droit au logement, des cadres et des moyens supplémentaires pour l'université, le soutien aux mal logés, le soutien aux salariés de la brasserie Schutzenberger en grève, etc.

Cet espace revendicatif qui se construit reste cependant « hors-champ » (de vision) pour les journalistes et leurs attentes, et ne peut donc s'affirmer, s'étendre. Il ne reste que les événements quotidiens fractionnés qui se perdent dans leurs fins respectives, complètement décontextualisés des logiques internes au conflit, des

intentions qu'elles sous-tendaient. Ainsi, si les *DNA* ne peuvent passer à côté⁷⁶ du fait que « les étudiants décident d'ouvrir l'occupation du "Patio" à une vingtaine de familles, en majorité des demandeurs d'asile, sans solution d'hébergement depuis la fin du plan hivernal »⁷⁷, le journal ne raccrochera jamais cet événement à un quelconque revendiqué. Des comités travaillent ces questions, vont dans les textes, effectuent des synthèses et tous les tracts indiquent cet enchaînement de données pour mettre en évidence la cohérence générale de ces faits politiques qui « s'enchaînent de manières morcelées » disent un grand nombre de mobilisés. Du côté de ces derniers, pris par le jeu de l'investissement dans le monde de l'action à caractère politique⁷⁸ aux configurations objectivement favorables

⁷⁴ « Dans un effort de clarification sémantique – sans prétendre à une définition préalable tout à fait stabilisée – on pourrait dire d'abord que le terme de précarité balise un espace de la *fragilité* ou de la *vulnérabilité* sociale et économique qui est marquée par un rapport *incertain* à l'avenir » (Boumaza Magali, Pierru Emmanuel, « Introduction » [à], *Sociétés contemporaines – La précarité mobilisée* –, n°65, 2007, p.11).

⁷⁵ « Celui-ci peut – arbitrairement – être séparé en quatre phases : a) La première correspond à l'élaboration des aspirations et des représentations qui transformera la perception des caractéristiques de situation en insatisfactions. [...] b) La deuxième de ces phases concerne la possibilité d'une expression "communautaire" des insatisfactions liées à la situation. [...] C'est sur [cette] base que se développe le codage des perceptions de la phase précédente et leur transformation en objet revendicable. [...] c) La troisième phase concerne le passage de l'expression communautaire des insatisfactions à l'élaboration d'un revendicable dans lequel l'indignation tient une place essentielle. Elle suppose l'élaboration d'un schéma causal et d'une potentialité de passage à l'acte. [...] d) La quatrième phase, enfin, assure la transformation du revendicable en revendiqué. Cette dernière phase dépend directement des rapports institués entre partenaires sociaux et du degré d'institutionnalisation de l'expression du revendicable que chacun est à même d'imposer. [...] » (Montlibert Christian de, *Crise économique et conflits sociaux*, op. cit., pp.40-41).

⁷⁶ Dans un cadre qui sert à desservir le mouvement comme nous le verrons par la suite.

⁷⁷ *DNA*, samedi 1-04-06.

⁷⁸ Ainsi que l'ont montré Courchet et Maucorps, l'élaboration de revendications collectives suscite, au moins dans un premier temps, une levée de certaines barrières inhibitrices qui permettent aussi de passer d'un ressenti à un schéma explicatif commun des nécessités de l'événement : cf. Courchet Jean-Louis, Maucorps Pau-Hassan, *Le vide social. Ses conséquences et leur traitement par la revendication. Recherches biologiques et sociologiques*, Paris-La Hayes, Moutons, 1996.

et les enjeux d'un revendiqué (« contre le CPE ») déjà puissant qui trouve le soutien des syndicats, des partis, tout porte à penser que les dispositions sociales sont réunies pour transformer la surface des mots (revendicables) simplistes fustigeant le « néo-libéralisme » en matière rigoureusement organisée, appuyée et étayée (revendications) pour asseoir non seulement une contestation spécifique mais une ambition plus large de « donner un visage au néolibéralisme diffus »⁷⁹ ; ce, sans reste dans le cadre de ce qui pourrait continuer d'être perçu comme de « l'utopie » ou « du gauchisme ».

Si nous pouvons apercevoir ce qui tendrait à s'apparenter à une *structure d'opportunités revendicatives*⁸⁰ qui se configure en évitant dans un premier temps les dérives festives, cet effort de cohérence se trouve d'abord en bute à des problèmes pratiques au fondement même de l'existence du conflit qui avait tout d'une dynamique à caractère égalitaire⁸¹ et, ensuite, arrêté par l'activité du journaliste quotidien plus prompt à sauter sur l'évènement quotidien. Car si le travail de construction de la revendication soulève des arguments explicites sur le fonctionnement du monde, il ne permet pas d'agir sur lui tant il est localisé, inaudible et/ou farfelu pour les schèmes de penser des journalistes, inopérant pour les syndicats, encore l'objet, au sein du mouvement, moins de divisions "idéologiques" que de divisions pratiques.

3. Un espace malgré lui propice au travail de (di)visions journalistiques

A. L'impossible émergence du revendiqué

Les éléments de revendication font consensus, votés⁸², défendus, mais ils sont néanmoins l'objet de discussions après tant nous touchons à des logiques de stratégies militantes immédiates. Les personnes disposant du capital militant et connaissant certains rouages de la lutte, concèdent les cohérences des logiques à l'œuvre de manière apparemment éclatées, mais affirment qu'il n'est pas possible de tout mettre sur le même plan au risque de perdre une cohérence d'ensemble et surtout de ne pas arriver à fédérer plus de personnes. D'autres, qui admettent cependant cette vision, arguent que la mise en avant d'un cadre plus large de revendications n'empêcheraient pas de fédérer plus de monde, justement, et que les configurations sont en place pour mettre à jour ces « logiques néolibérales » et enfin tenter de proposer un mouvement global solide. D'un côté l'*illusio* militante semble enfermer dans un cadre les règles implicites du jeu militant classique, d'un autre, et en conséquence pour tout le monde, on tâche de poser une articulation revendicative derrière le terme de « précarité »⁸³ qui ne peut manquer, dans la pensée en train de s'architecturer comme dans les relais

⁷⁹ Selon la formulation d'un enquêté présent dans le mouvement, homme, sans emploi, 28 ans, se revendiquant de la mouvance libertaire. Loin d'être une illustration à part, ce type de conscience apparaît de manière affirmée dans presque tous les discours des personnes engagées dans le mouvement disposant d'un capital militant, c'est-à-dire membre d'une association, d'un syndicat ou d'un parti. Pour les personnes ne disposant pas de cette trajectoire militante les propos sont plus modérés et tendent à indiquer la prise en compte d'une nouvelle dimension par des formulations du type : « C'est vrai, c'est troublant cet ensemble de points » (étudiante en première année de lettre, 18 ans) ; « Oui ! Effectivement, je n'avais pas vu ça comme ça avant, le truc est vraiment compliqué » (étudiante en khâgne, 19 ans) ; « C'est difficile de le penser sans voir un complot généralisé » (étudiant en quatrième année de physique, 22 ans) ; « Au moins maintenant, je me fais une idée mais est-ce que ce n'est pas aussi une forme de manipulation de voir ça comme ça ? » (étudiant, troisième année de sociologie, 22 ans) ; « Maintenant peut-être que j'aurai plus d'arguments et que ce n'est pas qu'une révolte en l'air. Parce que c'est aussi à ça que je suis confronté ! » (lycéen, terminale S, 18 ans).

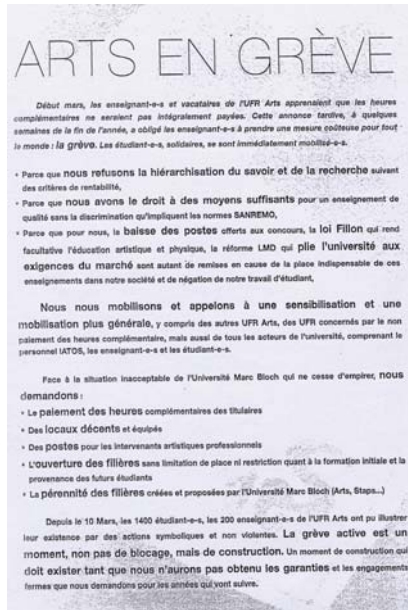
⁸⁰ Sur les problèmes que peuvent poser les analyses des conflits sociaux en termes de « structure d'opportunités politiques », on pourra lire : Mathieu Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, n°1, vol. 52, février 2005, pp.75-100.

⁸¹ Outre les propensions notées par divers syndicats ou partis locaux d'une tendance des étudiants à y adhérer après la fin du conflit, il est important de noter qu'un certain nombre de trajectoires se réalisent actuellement dans la perpétuation de formes de luttes très concrètes. Pour quelques exemples notables on peut noter que parmi les leaders du mouvement, auparavant sans attaches et sans engagements militants puissants, certains se sont efficacement et très rigoureusement rangés auprès des Enfants de Don Quichotte sur Strasbourg et surtout peut-être l'émergence du premier café associatif de la ville qui a vu le jour directement au travers des échanges qui ont eu lieu au sein du conflit. Le café associatif *Les épines*, « café auto-géré » est en effet à lui seul l'archétype de cette coordination entre étudiants, travailleurs et chômeurs qui se sont réunis pour laisser aujourd'hui une empreinte durable, une mémoire manifeste et active par rapport à ce qui s'est déroulé lors de ce conflit.

⁸² Si nombre de points sont manifestement discutés, le mouvement en place garde nombre de points aveugles, aveuglé par les conditions de gestion interne et de mise au point, de sorte que, comme dans beaucoup d'autres, la réflexion ne va souvent pas jusqu'au temps de la réflexivité concernant le principe même du suffrage démocratique pris comme acquis, lequel fait constamment débat d'ailleurs, « où ni l'assemblée générale indépendante d'organisations prétendant avoir le monopole de la représentation d'un groupe social, ni le conseil de quartier institué par des élus ne sauraient par exemple garantir la mise en égalité des points de vue et des opinions individuelles exprimées qu'exige théoriquement l'idéal démocratique » (Jeanpierre Laurent, « Ne pas voter, et après ? Question pour la décision collective », en ligne).

⁸³ A propos du terme de « précarité », on pourra lire les très bons travaux de coordination et d'écriture réalisés par Rémy Caveng, Bertrand Réau et Gérard Rimbart ou Magali Boumaza et Emmanuel Pierru qui en abordent, respectivement, clairement certaines dimensions au travers des articles des revues : *Regards sociologiques – Précarité et flexibilité salariale* – , n°32, 2006 et *Sociétés contemporaines – La précarité mobilisée* –, n°65, 2007.

médiatiques, de confiner à une dimension floue, sans fondement et définitivement opportuniste ; surtout pour les journalistes.



Car, plus précisément encore, d'autres facteurs viennent freiner ce travail de coordination et de génération d'un espace du revendiqué. Nous nous retrouvons dans une structure « atomique » (ou « en atome ») où l'AG du Patio qui se déroule tous les jours entre midi et deux agrège l'ensemble des contingents mobilisés, relaye et vote les diverses revendications et actions, développe les informations de tous ordres, bref, est une entité permanente qui reste un lieu dynamique prépondérant et structurant du mouvement. Et autour de ce noyau gravitent, dans le même temps, beaucoup d'AG d'UFR, tels les Staps, les Arts ou les Lettres, ainsi que l'AG de l'Université Louis Pasteur (ULP), chacune restant coordonnées autour de leurs réunions spécifiques à horaires variables, mais à lieu fixe au sein des bâtiments qu'ils occupent d'ordinaire⁸⁴. Chacune organisant des actions, revenant sur les votes de l'AG centrale du Patio, faisant remonter leurs propres votes, mais restant souveraine quant à leurs préoccupations. L'UFR des arts, dont le contingent et les « outils créatifs » de mise en scène de la lutte sont puissants, s'était, à

Strasbourg, sous l'impulsion des enseignants et vacataires, mis en grève début mars avec des prémices qui couraient depuis le mois de novembre⁸⁵. Leurs revendications spécifiques et les discussions menées au sein des différents conseils de faculté suscitent la peur de perdre, comme cela a été énoncé plusieurs fois, « l'identité de leur lutte » et confine à une spécificité revendiquée qui ne se désolidarise pas pourtant, bien au contraire, du mouvement anti-CPE. Derrière ces fractions de mobilisations qui s'architecturent cependant autour d'un axe unificateur, l'espace est donc laissé aux médias pour traiter le mouvement à la mesure de leurs entendements : une fois unifié lors des manifestations, une autre fois éclaté dans un conflit qui « dure ». Les articles quotidiens donnent donc cette impression de morcellement du mouvement et, sans qu'il y ait de trame globale, c'est l'évènement du quotidien qui devient l'évènement primordial permettant d'évoquer non le fond, mais la surface de la construction de la réalité d'un mouvement que l'on veut épars : « les étudiants en sport et en art de l'université Marc-Bloch ne veulent pas qu'on les oublie derrière la grogne anti-CPE »⁸⁶.

Les Staps se mettent donc eux aussi en branle et défendent des revendications spécifiques. Les *DNA* offrent près d'un quart de page : « Une grève peut en cacher une autre »⁸⁷. Cet article objective à lui seul ce cloisonnement journalistique de l'espace revendicatif et, comme si l'élément était totalement nouveau, la journaliste Sophian Fanen indique « En cause cette fois : le manque de moyens dont souffre la filière au sein de l'université Marc-Bloch », tout en insistant, à propos du fractionnement des lieux où se déroulent les enseignements de cette filière, « Rien à voir avec l'histoire ou les lettres ». L'article se termine ainsi, presque en le déplorant : « Et quand les Staps auront réglé leurs problèmes internes, il leur restera le CPE, auquel ils s'opposent également [...] ». On le constate, les journaux tendent non seulement à diviser et à séparer ce que les personnes engagées dans le mouvement lisent comme une unité de logiques et qui doit forcément s'inscrire sur plusieurs fronts, mais aussi à ignorer une partie de l'espace revendicatif affiché au sein du mouvement global en place. C'est ainsi que les *DNA*, notamment, relayent invariablement la voix des agents les plus légitimes comme dans ce petit élément mis en première page du 21 mars : « Appel à la grève. Les organisations syndicales appellent à une nouvelle journée d'action avec manifestations et grèves le mardi 28 mars afin d'obtenir le retrait du CPE ». Les stratégies revendicatives des filières mobilisées sur leur objet particulier, et non moins solidaires du retrait du CPE, deviennent des *stratégies*

⁸⁴ Seule une AG d'UFR se « sabordera » tout de suite pour se fondre dans l'AG centrale, de même que, plus tard, une fois que l'idée aura fait son chemin, l'AG centrale (et la seule d'ailleurs) de l'ULP.

⁸⁵ « L'application du LMD à l'Université Marc Bloch de Strasbourg génère de gros problèmes et exacerbe une grande partie de ceux qui existaient déjà. Les soucis pratiques sont tels que les étudiants de la filière arts du spectacle ont organisé "de leur propre chef" une "Assemblée générale : le lundi 14 novembre 2005 Amphitheâtre 2 à 18h" pour présenter leurs difficultés et pour discuter avec les étudiants des autres UFR afin d'envisager des moyens d'action » (Borja Simon et alii., « La misère de la sociologie. Analyse d'un fossoyeur de la sociologie : le LMD », *Regards sociologiques – Sur le système éducatif* –, n°31, 2006, p.141).

⁸⁶ « (Strasbourg/STAPS et Art en colère) Ateliers pratiques place Kléber », *DNA*, jeudi 23-03-06.

⁸⁷ *DNA*, mardi 21-03-06.

*défectives*⁸⁸ pour la visibilité d'ensemble dans la mesure où, loin de rentrer dans le détail de ces contingences, les journalistes ne relayent que des éléments d'information valables pour eux-mêmes ce qui permet automatiquement de ne pas avoir à se soucier des liens éventuels entre les revendications et de continuer de faire une certaine forme de journalisme d'information de surface. C'est dire que ces divisions de l'espace revendicatif des luttes participent à empêcher l'accession d'un revendiqué égalitaire commun pourtant édifié et voté au sein de l'AG de la « Coordination de Strasbourg contre le CPE et la précarité » pour faire le jeu de l'information morcelée qui peut se permettre d'ignorer l'agencement égalitaire de fond qui tâche de s'établir au Patio.

Car ce ne sont pas, en définitive on l'a bien compris, les revendications qui intéressent les journalistes et les rédactions, ni le mouvement tel qu'il se déroule, mais bien sa mise en scène quotidienne et le « dialogue social » impossible : mot vide de sens, sans cesse ahané comme revendication journalistique où les éditoriaux locaux déplorent, eux aussi, de toute façon moins la « réforme »⁸⁹ elle-même « que la manière de réformer ». Dans un éditorial du 21 mars, Olivier Picard pour les *DNA* explique :

« La ténacité dans l'épreuve n'a cessé de lui [Dominique de Villepin] faire perdre des points dans les enquêtes d'opinion. Au scepticisme des Français vis-à-vis du CPE s'est ajouté un ressentiment croissant à l'endroit de ce chef du gouvernement qui paraissait si sûr de lui au point de les écouter sans les entendre. [...] Au-delà d'un CPE plombé, c'est un désastre pour le dialogue social à la française. [...] Ainsi, au moment où le corps social semblait prêt à réfléchir lucidement et sans trop s'encombrer de dogmes à l'introduction d'une souplesse dynamique dans le marché du travail, la méthode employée par le Premier ministre a refroidi tout le monde, renvoyant le pays à ses vieux démons idéologiques »⁹⁰.

Élément, qui n'est qu'une preuve supplémentaire d'un consensus en faveur des réformes qui se trament à l'échelle de tous les quotidiens de presse nationaux, déjà très bien décrypté : « En effet, apparemment divisés sur la nécessité de cette réforme, les commentateurs entonnent d'une même voix l'hymne en faveur de la flexibilité. Une fois encore, les revendications (et donc les actions) légitimes sont contenues dans une enceinte très étroite et placées sous surveillance. [...] Ainsi, derrière la façade de la pluralité des opinions et d'une expression équilibrée des protagonistes, se cache le cœur des éditorialistes et chroniqueurs qui entonnent leur air préféré : notre destin, c'est la réforme »⁹¹.

B. Le rapport aux médias comme autre stratégie *défective*

A cela s'ajoute le fait que dans le conflit porté par sa propre dynamique, diverses dimensions restent inaudibles à une majorité des agents engagés qui veulent faire des coups, qui comparent ce qui se déroule dans les autres villes : un étudiant propose même de bloquer « trois des plus grands carrefours de Strasbourg ». Car, en définitive, le rapport aux médias, dont l'emprunte relative à la « transparence », au « travail d'information » ou à l'« objectivité » anime la majorité des représentations, reste peu, voire pas interrogé. La question est laissée de côté en dépit, d'abord, d'une volonté de certains mobilisés de commuter des écrits de chercheurs notamment sur les questions médiatiques et qui sont contraints de se contenter de distribuer des tracts sur la question à l'entrée des AG pour tenter d'y faire voter l'exclusion de la presse. Le rapport aux médias est mis entre parenthèse, ensuite, en dépit encore d'un comité de presse. Dans ce contexte, les journalistes s'emparent donc de certains mobilisés qui, pris dans le mouvement, parlent en leur « nom personnel », mais au nom du mouvement à partir de leur position et de leur ressenti personnel, sans se rendre compte que « Les journalistes dominants recherchent des interlocuteurs qui leur ressemblent. Ils sélectionnent des intervenants capables de leur parler un langage qu'ils comprennent et apprécient [...]. Ainsi, ce sont peu à

⁸⁸ C'est-à-dire un capital de mobilisation défectif, qui empêche l'accumulation des avantages que présentent les autres dispositions favorables à l'extension, ici, du revendiqué. Sur le concept de *capital défectif* on pourra lire : Borja Simon, « Caractères de peintres (dé)peints », *Regards sociologiques – Les champs artistiques* –, n°33-34, 2007, p.130.

⁸⁹ « C'est sans doute ce qui a incité cette même fraction hégémonique de la classe dominante (le grand capital) à se saisir de ce terme [réforme] pour masquer le sens réel des transformations socio-économiques qu'elle a entreprises, à partir de la fin des années 1970, dans un contexte historique très différent. Contexte caractérisé, d'un part, par une nouvelle et très profonde crise économique mondiale du capitalisme, dans lequel celui-ci est entré dans le cours de cette même décennie et dont il n'est toujours pas sorti ; d'autre part, par une rapide transnationalisation du capital, destinée sinon à résoudre cette crise, du moins à s'y adapter autant que possible, en en faisant payer le prix aux travailleurs, non seulement dans les Etats capitalistes développés mais sur toute la planète » (Bihl Alain, *La novlangue néolibérale. La rhétorique du fétichisme capitaliste*, Lausanne, Page deux (coll. Cahiers libres), 2007, p.181). « Bref, derrière réforme, il n'y a que du vide. [...] Mais les politiciens, qui s'affirment tous "réformistes", font leur possible pour que cette notion reste crédible » (Hazan Eric, *LQR. La propagande au quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006, p.32).

⁹⁰ *DNA*, mardi 21-03-06. Ce sera aussi la position de Alain Duhamel, grande figure des *DNA*, notamment dans une chronique intitulée « le facteur personnel » (*DNA*, dimanche 26-03-06).

⁹¹ Maler Henri, Mathias Raymond (pour acrimed), *Médias et mobilisations sociales...*, op. cit., pp.24-27.

peu les médias, et pas les militants, qui "élisent" et rendent célèbres les représentants du mouvement. [...] Pendant que les médias offrent à certains d'être vus, ils taisent l'existence d'autres qui, dans l'anonymat des luttes sociales "ordinaires", constituent le mouvement »⁹².

**TOUTE LA TELE MENT,
TOUTE LA RADIO MENT,
CHAQUE JOURNAL MENT,
INTERNET AUSSI MENT :**

**LES MEDIAS C'EST LE
GOUVERNE-MENT.**

***A L'A.G. UNITAIRE (12H30/U.M.B.), VOTONS
POUR QUE LES JOURNALISTES SOIENT EXCLUS
ET, EN DEHORS, REFUSONS DE REpondre A LA
PRESSE.**

***VOLONTAIREMENT OU NON LES MEDIAS
TRAVAILLENT POUR LES R.G.**

***MECANIQUEMENT LES MEDIAS METTENT EN
AVANT LES INCAPABLES ET LES TRAITRES DU
GRAND MOUVEMENT ACTUEL.**

**NE SOYONS PAS COMPLICES
ET GENERONS NOTRE PROPRE
INFORMATION.**

à photocopier et/ou à faire passer

lesquelles le militant expose vraiment très rigoureusement les faits qui se sont déroulés, les oppositions avec l'administration et notamment que :

« Logan Séraphin : - L'administration a décidé de couper l'électricité et l'eau. [...] Il y a la volonté de faire monter la pression pour qu'une connerie soit faite et qu'ils puissent évacuer ».

Et voici ce que le journaliste trouve à redire :

« Journaliste : - Il va faire froid ce soir !? »

Puis, arrive le moment où le journaliste demande le nom à l'interviewé :

« Journaliste (*qui se penche sur son carnet*) : - Donc vous vous appelez ?

Logan Séraphin : - Logan Séraphin..., mais je parle à titre individuel !

J. : - D'accord, c'est très bien, moi j'aime bien les individus !

L.S. : - Mais je suis dans la Coordination de Strasbourg...

J. - ... Donc je peux mettre ça ?

L.S. : - Ouai !

J. (*En écrivant*) - Donc : "Coordination de Strasbourg..."

L.S. : - Mais tu dis à "titre individuel" parce que je ne suis pas commissionnaire, pas désigné pour parler avec la presse au nom du mouvement.

J. (*lui accordant et pour simplifier*) : - Donc je ne mets rien alors ?

L.S. (*en connivence*) : - Ouais, tu peux mettre un étudiant mobilisé.

J. : - « Logan » ...

L.S. : - Séraphin (*épelant*) : s.é.r.a.p.h.i.n.

J. (*enchaînant alors que le caméraman le rejoint*) : - On va faire une petite interview, si tu veux bien ? »

(*Une question vague et une réponse de deux minutes seulement qui oublie tout ce qu'elle contenait auparavant pour s'adapter implicitement et automatiquement à une parole digne d'être filmée.*)

C'est que le format et le formatage des conditions de production journalistique ne demandent pas de traiter les événements, mais de les mettre en scène dans un montage *a posteriori* qui se construit *a priori*, dans l'immersion rapide et rapidement effectuée⁹⁴. La prise de contact, une prise en

⁹² Halimi Serge, Rimbert Pierre, « La récupération de la contestation par les médias », *art. cit.*, p.146.

⁹³ Il s'agit dans ce cas, d'un journaliste de France 3. Nous disposons de nombreux cas de journalistes de presse (que nous développerons surtout pour le mouvement de 2007), mais, au regard de ce que révèle cette interaction, nous avons délibérément opté pour la confondre à notre argumentaire dans la mesure où il s'agit aussi d'un agent des « médias dominants » qui n'est là encore pas un cas isolé et s'apparente à des pratiques des membres de la presse.

⁹⁴ Sur ce point, on peut relever les conditions d'intériorisation des normes des reportages télévisuels qui ne sont peut-être jamais mieux objectivées que par les descriptions sur leur pratique de documentaristes forcés, pour exister, de réaliser des petits formats pour des chaînes locales. C'est-à-dire de passer d'une production de documentaires qui nécessite un temps de construction de tous ordres relativement long à un champ télévisuel où les contraintes temps-argent-format demandent une reconfiguration des manières de faire, de voir, donc de filmer. Ainsi, dans tous les entretiens des agents obligés de se soumettre à cette « activité alimentaire », apparaissent les transformations des manières de filmer, de construire son objet, de devoir le penser à l'avance pour le format demandé par la chaîne, d'insister sur les éléments piquants, « sexy », qui peuvent attirer au risque d'être refusés (« C'est toujours en contradiction totale avec le travail de documentariste que j'ai appris à faire » nous explique l'un des enquêtés). C'est voir ici toutes les valeurs implicites sur lesquelles repose chacune des deux pratiques et pointer toutes les règles à incorporer, toutes les contraintes à intérioriser, ou mieux, toute la domination subie

compte simpliste du contexte, se verra retraduite au travers du reportage ou de l'article reconstruit à la mesure des impensés du journaliste qui mélangeront la réception du discours d'un agent lambda (vu, quelle que soit son autorisation au discours légitime, comme légitime en tant qu'individu) à ce qu'il a bien voulu percevoir, en s'appuyant sur une pratique pré-établie d'un discours autorisé à l'information, que l'on accepte comme factice et où le journaliste pourra replacer alors la sélection d'un enregistrement qui a tout de l'imposition d'une question qui ne se pose plus. Ce mécanisme ne se voit peut-être jamais mieux renforcé par la complicité du porte-parole (autodésigné) qui, individu cautionnant les exigences médiatiques d'un discours fractionné, saisi à la hâte et s'autorisant d'une individualité dans le mouvement mais à part, accepte implicitement l'opération qu'on lui propose⁹⁵ : un discours qui peut se faire v(al)oir d'autant plus qu'il met en avant à la fois la personne et l'évènement.

C. Journaux et administration : la division comme enjeu structural commun

Ainsi dans cette activité d'actualité qui ignore certaines pratiques revendicatives, les journalistes n'ont que plus de place pour transformer l'image du mouvement, c'est-à-dire, sans forcément avoir à y penser, lui porter atteinte. Cela s'ajoutant à l'ambiguïté de la « pluralité d'opinions » qu'ils revendiquent consciemment en accordant par exemple une demi-page imprimée pour relayer la voix des parlementaires UMP alsaciens : « Jeunes, essayer le CPE ! »⁹⁶. Et la quasi-obligation de relater les manifestations « anti-CPE » n'empêche donc pas de porter des coups nets au mouvement qui se met en place. Mettre ses prolégomènes en scène était, on l'a déjà vu, une gageure. Et dès le jeudi 16 mars, l'article consacré à la fameuse « lettre du président à Villepin », le journaliste Alexis Pondaven termine par « ce matin, les étudiants anti-CPE devaient se mobiliser pour tenter de réunir un maximum de manifestants. [...] Essoufflement ? ». Lorsque, enfin, le vendredi 17 mars, le même Alexis Pondaven, évoque très rapidement que « les représentants des diverses assemblées générales étudiantes de France [...] ont adopté ce qu'ils nomment la "plateforme de Toulouse" : un texte commun qui étend le rejet du CPE à un ensemble de mesures plus larges, comme la loi sur l'égalité des chances ou la loi Fillon sur l'éducation votée cette année », c'est pour faire passer que, comme par magie, « les doléances exprimées se sont élargies » et surtout pour bien faire comprendre que le gros des protagonistes était surtout lycéens lors des manifestations :

« Les étudiants présents, essentiellement issus de Marc-Bloch, ne parvenant pas à rallier leurs pairs des universités Louis-Pasteur et Robert Schumann. Ainsi à l'instar du meneur de la manifestation, qui s'évertuait hier à demander à la foule si "Strasbourg était là", il faudrait commencer à se demander si les étudiants sont bien là contre le CPE. Réponse demain, place Kléber, où est prévue une nouvelle journée de manifestation, avec les syndicats cette fois »⁹⁷.

Il est peut-être nécessaire de noter que la veille même, un article (non signé) paru dans les mêmes *DNA* donnaient une carte des parcours des manifestations du vendredi et de samedi en titrant : « Les lycéens attendus au tournant »⁹⁸. Le journal, qui prévenait que le « [...] mardi 7 mars, les lycéens ont formé le gros du cortège strasbourgeois qui avait rassemblé plus de 5000 personnes »⁹⁹, trouve encore les moyens de s'étonner qu'il y ait beaucoup de lycéens ; peut-être fallait-il un prétexte pour montrer que la mobilisation étudiante touche principalement l'université Marc Bloch ? Les articles du lendemain parus dans le même quotidien ont le mérite d'être clairs quant aux positions qu'ils entendent diffuser sur le mouvement. Sur près de 60% d'une page imprimée un premier article indique :

« Ailleurs qu'au Patio : RAS » avec un facétieux "chapeau" (lequel couronne une immense photo – la moitié de l'article – où des étudiants studieux pris en gros plan prennent des notes dans un amphithéâtre) : « Ne vous y trompez pas. A Strasbourg, sorti du Patio et de l'université Marc-Bloch, tout se passe comme si de rien n'était. Ou presque ».

dont les pratiquants se font malgré eux les complices. Cette perspective permettant de percevoir concrètement que la formation de l'*habitus* journalistique n'est pas un vain mot.

⁹⁵ « L'efficacité symbolique des mots ne s'exerce jamais, en effet, que dans la mesure où celui qui la subit reconnaît celui qui l'exerce comme fondé à l'exercer ou, ce qui revient au même, oubliée et s'ignore, en s'y soumettant, comme ayant contribué, par la reconnaissance qu'il lui accorde à la fonder » (Bourdieu Pierre, « Le langage autorisé : les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°5-6, novembre 1975, pp.183-190).

⁹⁶ *DNA*, dimanche 26-03-06.

⁹⁷ *DNA*, vendredi 17-03-06.

⁹⁸ *DNA*, jeudi 17-03-06.

⁹⁹ Notons que là, nous ne sommes plus à 6000, mais à 5000 manifestants pour le même journal.

Sans se contenter de décrire qu'effectivement deux des trois universités strasbourgeoises (ou de s'interroger sur les raisons pour lesquelles elles) ne sont pas mobilisées, cet article vise à donner une image assez « nette » du mouvement en érigeant au rang de vérité d'« acteurs », les visions des étudiants les moins impliqués. Toute l'arythmique journalistique duale s'y retrouve : travailleurs/paresseux, atmosphère peu rassurante/atmosphère sereine, dégradation/ordre, insulte/respect, cloaque/propreté, etc. Cet article exemplaire participe ainsi, au travers de la parole de médiateurs-témoins, de la construction des catégories d'opposition propres à l'activité journalistique où les personnes sélectionnées seraient justement, quoi qu'il se passe, les responsables, ceux qui ne dialoguent pas, ces fameux « *démons idéologiques* » et en conséquence ces « irresponsables », ces barbares, ces inconséquents qui refusent l'ordre et les réformes. Cela en prenant dès le départ comme fait avéré les propos d'un étudiant qui lui aussi universalise sa position : « " *Les étudiants veulent travailler. Et cette situation, au-delà du clivage pour ou contre le CPE, finit par conduire à un affrontement entre les étudiants qui veulent travailler et les étudiants grévistes*" ». Le texte se terminera sur cette mise en scène équivalente à une surenchère assassine :

« Et selon Aurélien Salviny, secrétaire général de L'association fédérative générale des étudiants de Strasbourg (AFGES), qui représente près de 15000 étudiants et dont la mission est de défendre leurs intérêts, la situation devient intenable à l'UMB : "*Le patio est un véritable cloaque et la facture des dégradations infligées au bâtiment ainsi qu'au matériel de sécurité s'élève déjà à plusieurs milliers d'euros. Les étudiants de l'UMB en ont marre et n'en peuvent plus que ce lieu serve de squat*". »¹⁰⁰

Cette fin en dit long dans la mesure où, ici, le journaliste ne daigne pas effectuer les pourtant classiques commentaires et/ou interprétations vues dans d'autres articles. Elle résonne d'ailleurs avec cet encart intitulé « CPE : échos de la rue » où, à côté des luttes entre fractions affichées par les « jeunes socialistes » sont bien mis en valeur les propos des militants UMP ainsi que ceux, à nouveau, de « L'AFGES [qui] hausse le ton contre les "anti-CPE" ». Il faut noter de surcroît qu'aucun article n'a été produit jusqu'ici par un journaliste sur ce qui se déroule au Patio et qui reprendrait là, sans les ridiculiser, les propos des personnes mobilisées. Plus précisément, tout se passe comme si une fronde visant à sortir des esprits (et du lieu) la mobilisation qui se déroule au Patio était mise en place : « Les étudiants n'étaient guère présents cependant à l'instar de leur mobilisation en Alsace depuis le début de la contestation »¹⁰¹ ; ce, alors même que plus tôt, le mouvement « s'intensifiait » selon le quotidien. Tout semble se passer comme s'il fallait le disloquer pour le ramener à ses groupes d'intérêts et à (re)construire des oppositions plus ou moins factices et surtout, à enfin donner un visage effrayant à la mobilisation de sorte que « le mouvement se radicalise »¹⁰² avec « Une détermination inentamée »¹⁰³. Et le mouvement est mis en première page avec un évènement certes grave (dans la mesure où il constituera une nouvelle dramaturgie), mais qui aurait été relégué aux pages régionales (et dans les faits divers peut-être) dans un autre contexte : les *DNA*, se jetant sur l'occasion du doute qu'il peut continuer à alimenter, mettent en première page, accompagné d'une immense photo d'étudiants abattus en gros plan, « Mort d'un étudiant »¹⁰⁴. Mais là, l'évènement semble trop inattendu, hors du scénario des journalistes pour être l'occasion de le mettre directement sur le dos du mouvement qui n'en demeure pas moins inhumain à ce niveau ; en effet, l'étudiant a été retrouvé mort dans l'une des couches improvisées « [...] allongé dans le hall du Patio, un bâtiment de l'université, à l'abri des regards et du flux des passants [...] »¹⁰⁵. Largement mis en scène malgré les mots du président de l'université appelant à la « décence » (sauf pour les journalistes) et en profitant pour fermer l'université, l'épisode est cependant directement traité avec circonspection par les journalistes de la presse quotidienne, comme si là, cette mort dépassait dans un premier temps la construction des oppositions. Mais l'ambivalence du traitement médiatique évoquant (et invoquant) l'information (en première page) n'en est pas moins un précieux outil pour confiner au doute et à l'immoralisme des « étudiants grévistes ». Le même jour et les suivants, si les journaux se réservent sur l'évènement lui-même et que le "*black out*" semble être décidé au sein des comités de rédaction, on peut aussi remarquer un certain apaisement sur les deux jours suivants, comme si les journalistes reprenaient leur souffle, pour retrouver une manière plus insidieuse de fustiger les dangers du conflit local. Une note détaille ce qui lui semble être la chronologie du mouvement : « (Université Marc-Bloch) 20 jours en

¹⁰⁰ *DNA*, samedi 18-03-06.

¹⁰¹ *DNA*, dimanche 19-03-06

¹⁰² *DNA*, mercredi 22-03-006.

¹⁰³ *DNA*, Jeudi 23-03-06.

¹⁰⁴ *DNA*, jeudi, 23-03-06. Notons que le décès de l'étudiant en première année du cursus de sociologie est dû à une action médicamenteuse.

¹⁰⁵ *DNA*, Jeudi 23-03-06.

crescendo » et plus loin « (Dans les lycées) Les risques de la mobilisation »¹⁰⁶ ; en un mot, "ça devait arriver" et ailleurs, attention, « la mobilisation [...] comporte aussi des risques de dérapage ». Pas un article alors n'évitera d'évoquer l'évènement en posant à chaque fois le même constat : « En dépit de la mort de l'étudiant... », le mouvement ne s'arrête pas ou, la lutte continue ou encore ce titre « Une détermination inentamée » qui précède :

« Au palais universitaire, la première assemblée générale des étudiants en sciences historiques, peu après le décès de Matthieu, s'est conclue hier par un vote massif pour la grève jusqu'à lundi. [...] Malgré le drame, ils ont insisté sur la nécessité de continuer leurs combats contre le CPE et la précarisation de leur filière. »¹⁰⁷

Ce, jusqu'au dimanche 26 mars suivant l'incident où le courrier de Catherine Higel « étudiante en langue vivante appliquée » est publié dans une rubrique « la ville en débat/Mouvement anti-CPE » avec le titre « Une autre voix étudiante » alors qu'aucun communiqué de la Coordination ou aucune des lettres envoyées au même journal n'ont jamais, elles, rappelés-le, été retenues, dans quelque proportion que ce soit :

« Des bouteilles de bières vides traînent à même le sol, lui-même recouvert par endroit de traces de vomis séché. Le patio, lui, s'était transformé en camp de réfugiés. Des matelas et des sacs de couchage attendaient patiemment que leurs propriétaires viennent les rejoindre. D'ailleurs quand la journée tirait vers sa fin, on faisait des rencontres plutôt inattendues dans les couloirs de la faculté de sciences humaines : des sans-abri étaient en effet venus s'installer dans nos locaux d'étude. [...] Nous considérons, qu'à trois semaines des premiers examens, nous avons le droit d'étudier dans des conditions dignes. (...) Monsieur le président de l'Université, il a fallu qu'il arrive un malheur au sein des murs de votre établissement pour que vous décidiez d'y rétablir l'ordre. (...) Nous souhaitons finir notre année et passer nos examens sereinement. Il en va de notre avenir, que nous soyons pour ou contre le CPE »¹⁰⁸.

En un mot, il semble indispensable de restaurer l'ordre : le Patio est nettoyé par une entreprise appelée en renfort par l'université, les portes sont closes. Mais ce jeu de dupe auquel l'administration et les enseignants participent par leur prise de position ambiguë, soucieuse du déroulement des cours, aggrave quelque « Tension sur le campus à Strasbourg »¹⁰⁹ avec le filtrage par carte mis en place après qu'« En matinée, de très jeunes perturbateurs ont pénétré de force dans plusieurs locaux universitaires ». L'incertitude générée par la continuation de certains cours, les dates d'examens se rapprochant, alimentant les querelles entre mobilisés et étudiants non-mobilisés, ramène une fois de plus à une sorte d'impossibilité d'étendre la mobilisation et de l'espace revendicatif.

Les discours performatifs attisés par les journaux sur les tensions existantes ne manquent pas d'avoir des effets pratiques. Or, il y a bien une antériorité aux tensions qui ne naissent pas de rien et ce que les articles de journaux n'évoquent pas non plus, c'est la pression très importante qui pèse sur les étudiants mobilisés et non-mobilisés au niveau des cours. Les enseignants en effet, comme soutenus par leur position, ne participent pas aux AG de la Coordination et restent entre eux à discuter lors de réunions particulières d'UFR qu'ils n'ouvriront que rarement aux étudiants. Tout se passe comme s'il fallait préserver les hiérarchies et même, dans le contexte ambiant, préserver les distances enseignants-enseignants¹¹⁰. Interrogé sur les raisons susceptibles d'expliquer l'absence du soutien manifeste des enseignants, un homme, pourtant professeur de sociologie, arrive à tenir, dans une discussion très longue lors d'un atelier de travail tenu au cours du mouvement entre étudiants de sociologie, que s'il intervenait dans le mouvement, il risquerait fortement de « le biaiser » ; il soutient pourtant fortement le mouvement, affirme-t-il. Fort au fait des processus de *transfert de légitimité* et de *délégation du crédit symbolique* (même s'il n'adhère pas à cette épistémologie), non content de connaître les problèmes des étudiants qui pensent à leurs examens et mis en quelque sorte réellement sous pression, on peut se demander comment une personne arrive à tenir de telles (pro)positions sans voir qu'il fait le jeu, lui aussi, des divisions internes et des luttes empêchant l'accroissement de la mobilisation. Présents lors des manifestations, les enseignants de Marc Bloch restent dans un entre-deux plutôt favorable à l'ordre du déroulement de l'année universitaire et du planning prévu. Ils ne décideront de

¹⁰⁶ DNA, Jeudi 23-03-06.

¹⁰⁷ DNA, Jeudi 23-03-06.

¹⁰⁸ DNA, dimanche 26-03-06.

¹⁰⁹ DNA, mardi 28-03-06.

¹¹⁰ Il faudrait consacrer un article entier à cette position qui là encore permet de tenir toutes les positions et de préserver dans tous les cas ses intérêts dominants. Car les étudiants n'attendaient que le renfort des professeurs, leur discours, leurs soutiens et leurs explicitations lors des AG, susceptibles non seulement de créditer une forme de lutte, mais aussi de réduire la distance que le corps professoral aime entretenir avec les étudiants en dépit de ce qu'il professe quant à son ouverture.

se réunir autour de la question qu'à partir du lundi 20 mars au cours d'une AG réunissant une soixantaine de personnes et dont même le journal des *DNA* se fait aussi le relais goguenard. Là encore, ce qui semble pris au sérieux, ce sont les examens et un encart, transmettant les propos du président, pointe : « pas d'inquiétudes »¹¹¹.

L'épisode qui s'est déroulé lors d'une AG au sein d'une UFR peut être aussi très explicite quant à toutes les barrières symboliques (au sens où elles sont à la fois matérielles et inscrites dans les esprits)¹¹² à dépasser pour faire exister le conflit. Les placements des professeurs et maîtres de conférences d'un côté de l'amphithéâtre et la masse des étudiants au centre ainsi qu'à l'autre extrémité, suffisent à marquer les frontières qui sont déjà dans les têtes. Le doyen de l'époque propose une introduction où il veut donner la parole à tous, de sorte qu'il laisse alors la distribution de la parole à deux étudiants de l'UFR mobilisés. Il règne un assez grand flottement où dans l'entre-soi de l'AG d'UFR, les étudiants, en présence des autorités légitimes dans un contexte de cours, semblent ne pas oser intervenir. Quelques échanges où les professeurs affirment leur soutien au mouvement puis l'un des professeurs (vice-doyen à l'époque, devenue doyen aujourd'hui) intervient, à la fois fermement et non moins benoîtement, en expliquant *grosso modo* qu'il faut soutenir le mouvement, mais que ce n'est pas pour autant qu'il faut abandonner les cours et continuer sur le rythme engagé surtout depuis l'application (cette année-là) de la réforme LMD. Tout se serait déroulé dans cet ordre des choses semi directives, si quelques étudiants présents dans la salle et eux aussi mobilisés n'étaient pas intervenus pour véritablement s'élever contre cette imposition de la direction des opérations. Ils ont proposé au vote¹¹³, « la grève » ainsi que « l'abrogation de la légitimité » de cette AG périphérique au profit de l'AG de la Coordination (cette dernière devenant alors souveraine aussi pour toutes les décisions en sociologie qui n'aurait plus alors d'AG spécifique). Le résultat du scrutin étant allé en ce sens, le professeur a bien signifié dans les couloirs, après l'AG, qu'il continuerait ses cours avec ceux qui viendraient. Ces types de pressions ne trouvent peut-être d'équivalents illustratifs qu'au travers d'un nouveau cas limite relevé dans une autre UFR. Des ATER ont organisé avec quelques étudiants des ateliers pour travailler sur de nombreux points comme « interroger [leur discipline] et sa place dans le monde », « mettre en place des revendications », « mobiliser », etc. L'un de ces ATER se verra suggérer très fermement par un professeur d'arrêter cette action, au risque, l'année prochaine, de perdre les avantages de sa situation actuelle. Les présidences et les diverses administrations, elles, ne cherchent qu'une solution en espérant le retour à l'ordre, prenant fait et cause de « l'avenir des étudiants », c'est-à-dire des examens et d'un retour à un contexte serein. De son côté, « Le conseil d'administration de l'université Louis-Pasteur (ULP) de Strasbourg a demandé le retrait du CPE afin de retrouver une "situation normale dans les universités" selon un communiqué reçu hier »¹¹⁴ et, à Marc Bloch, « "Les risques de dégradation de l'affrontement en cours s'accroissent chaque jour". Partageant l'inquiétude vis-à-vis de leur avenir, le conseil scientifique espère que les conditions d'une sortie de crise seront rapidement réunies, ce qui implique "à l'évidence" que le gouvernement "accepte de remettre en cause" le CPE »¹¹⁵.

4. Enterrer (enfin) le mouvement

Dans ce contexte complexe, le mouvement se maintient à Marc Bloch et la presse locale relaye que « les manifestations se multiplient » comme pour avancer aussi qu'en conséquence : « Un après-midi agité » où la « tension monte »¹¹⁶. En effet, le journal se fait l'écho plus ou moins averti des différents événements, des blocages et reprises en mains de lieux soit des mobilisés, soit de l'administration. Sans pour autant toujours relayer l'esprit des revendications des mobilisés, ni leurs communiqués, c'est l'évènement quotidien qui tiendra le haut du pavé dans une période où l'adhésion au front « anti-CPE » s'étend indubitablement jusqu'au 10 avril où le CPE est retiré, « sacrifié pour rétablir la paix sociale »¹¹⁷, titre la *Tribune*, quand les *DNA* titrent « le CPE va être remplacé »¹¹⁸ et que déjà « les syndicats crient victoire ». Pendant ce temps une circulaire ministérielle appelle les

¹¹¹ *DNA*, mercredi 22-03-06.

¹¹² Cf. Dubois Jacques, Durand Pascal, Winkin Yves, « Le symbolique est le social », in Dubois Jacques, Durand Pascal, Winkin Yves, (dir.), *Le symbolique et le social. La réception internationale de la pensée de Pierre Bourdieu*, Liège, ULG, 2005, pp.207-214.

¹¹³ Cet événement non plus n'arrive pas de lui-même et il faudrait plusieurs pages afin d'objectiver les nécessités de cet événement.

¹¹⁴ *DNA*, mercredi 22-03-06.

¹¹⁵ *DNA*, samedi 25-03-06.

¹¹⁶ *DNA*, samedi 1-04-06.

¹¹⁷ *La Tribune*, mardi 11-04-06.

¹¹⁸ *DNA*, mardi 11-04-06.

présidents des universités à organiser la reprise des cours à la fin des vacances scolaires. Ce même mardi, lendemain où « Dominique de Villepin s'est résolu à annoncer le retrait du CPE »¹¹⁹, les *DNA* traitent différemment ceux qu'ils créditent de la parole légitime ainsi que des étudiants plus ou moins engagés, en leur donnant cependant une cohérence d'ensemble. Les *DNA* affichent sur une page entière, les propos de personnalités politiques et syndicales régionales (aussi bien UMP, PS, CFDT que FO) en les accordant derrière le fameux « il était temps » et ce qui serait une « "Victoire contre la précarité" », comme l'indique le titre d'ensemble. Sur la page précédente (une demie cette fois) apparaissent les paroles de 5 étudiants et 1 lycéen sur une question qui serait : « Retrait du CPE : satisfait ? » (question qu'on ne pose pas aux personnalités politiques). Les propos sélectionnés de 5 d'entre eux reviennent sur le fait de retourner en cours, l'inquiétude vis-à-vis des examens et les abus des mobilisés quand un seul évoque, quand même, « la façon dont le gouvernement a procédé ». Le reste la page dresse une chronologie des événements dans un « Retour sur une mobilisation progressive »¹²⁰ de sorte que tous les ingrédients sont là pour, à tous les niveaux, mettre un point final, sorte d'historisation mise en scène de fin de conflit confinant à la fin d'histoire(s) (ou de cette/l'histoire, comme on voudra). Pour les journalistes, les mobilisés sont sourds et cherchent éventuellement des moyens de continuer le conflit. N'est-ce pas en ce sens qu'il faudrait considérer un autre article du même jour intitulé « Vous avez dit "sortie de crise" ? » où apparaissent : quelques propos tenus lors d'une AG, quelques-unes des revendications émises depuis longtemps (pourtant vus ainsi par la journaliste : « Il a été fortement question de réclamer des moyens supplémentaires ainsi que le retrait du CNE (contrat nouvelle embauche), de la loi sur l'égalité des chances "*qui remet au boulot des gamins de 14 ans*", de la loi Fillon, de la réforme LMD (licence-master-doctorat) ») et, enfin, encore en point final, « l'inquiétude des anti-bloqueurs » ? Article qui ironise aussi, tant sur la décision de « [...] se réunir chaque soir pour décider de "coups" médiatiques » que sur le fait que « pour l'instant tout continue, comme si Villepin, n'avait rien dit ». Plus clairement, le lendemain, si le titre des *DNA* indique qu'au niveau national « La mobilisation s'essouffle »¹²¹, un journaliste constate, lui, dix jours plus tard, dans la bonne humeur d'une fin de conflit d'ors et déjà promise accompagnée d'une légère raillerie : « les étudiants toujours mobilisés ». Il est vrai que, pour l'humeur journalistique, les actions à déployer pour continuer de rendre visible le mouvement peuvent être "piquantes" : « Près de cent personnes au pied de la statue de l'Oiseleur pique-niquait paisiblement – cela avait de quoi attirer l'œil »¹²². Le revendiqué politique légitime évacué, le revendicable considéré comme un pis-aller, c'est une histoire à épisodes que les journaux nous comptent dans cette humeur du romancier-poète-journaliste qui peut se prêter à l'exercice de style enfin possible qui transforme un conflit en nouvelle à épisodes presque littéraire¹²³. Les actions continuent, ça et là, à être relayées parce qu'elles touchent ici, après le retrait du CPE, à des aspects certes originaux pour les journalistes, mais surtout parce qu'elles semblent moins assurer l'*a-venir* du mouvement et plus se prêter à l'évènement ponctuant le quotidien d'une région redevenue bien tranquille.

Ainsi, après le 10 avril, les journaux peuvent (ré)imposer, et revenir sur « le débat et la conciliation à présent possible » notamment avec la journaliste Michèle Singer, quand apparaissait que « Quelque 600 à 700 jeunes, selon la police ou des syndicats, ont défilé pour réclamer le retrait du CNE et de la loi sur l'égalité des chances, et pour appeler à la vigilance sur le texte qui remplacera le CPE »¹²⁴ ; un article évoquera lui aussi, quelques jours plus tard encore après le « remplacement », la liste des revendications contenues dans l'appel de Nancy voté le 16 avril en coordination nationale¹²⁵, mais il est clair que cela n'a plus trop d'importance, ni même de poids. Les étudiants en art maintiennent l'organisation d'une grande « kermesse » sur l'une des places centrales de la ville et des actions continuent alors que le quotidien insiste, le jeudi 13 avril, sur les considérations quant aux examens qui arrivent en mai ou sur les « Etudiants à l'assaut de la BNU »¹²⁶. Plus largement, il y a « Encore des poches de résistance » en France constate les *DNA*, le vendredi 14 avril, et « les grévistes

¹¹⁹ *Le Monde*, mardi 11-04-06.

¹²⁰ Cette chronologie s'oppose en quelques points notables sur celle proposée par le même quotidien le jeudi 23-03-06.

¹²¹ *DNA*, mercredi 12-04-06. "Enfin" dirait-on puisque le mot n'a cessé de revenir tout au long du conflit dans certains articles.

¹²² *DNA*, dimanche 23-04-06. On peut noter aussi par exemple la fin de cet article : « Ce n'est pas grave dans le fond [que certains partis à la coordination nationale ne puissent participer aux actions qui se déroulent encore], lundi, en revenant, ils auront certainement d'autres idées à partager avec leurs camarades ».

¹²³ Les journalistes s'intéressent aux traces à la craie qui restent du mouvement, mais aussi à une signature qui a constellé les murs de l'espace des manifestants : « Qui est le "Sept" ? » (*DNA*, mercredi 26-04-06).

¹²⁴ « Plus de 600 jeunes manifestent à Strasbourg », *DNA* mercredi 12-04-06.

¹²⁵ « L'université Marc-Bloch fermée jusqu'au 2 mai », *DNA*, jeudi 20-04-06.

¹²⁶ *DNA*, vendredi 21-04-06.

de l'UMB de Strasbourg », les « radicaux », sont tournés en ridicule au travers de mise en scène de revendications effectivement « subalternes » mais néanmoins relayées par le journaliste. Le Patio est encore occupé de nuit et le président décide d'une fermeture administrative pour le week-end Pascal (le 16 avril en 2006). Après le retrait du CPE, le mot d'ordre est justement plus que jamais à l'ordre (du jour), à la reprise en main dans un contexte général où le rapport de force change du tout au tout pour les mobilisés et les autres agents participants au conflit. Dans la négociation d'occupation entre les mobilisés, l'administration et « l'enseignant élu »¹²⁷, où tout le contexte est synthétisé comme l'évolution vers le retour à l'ordre par le « contrôle », on remarque que les médias tiennent une place importante tant ils ont joué, semble-t-il, dans l'ensemble du conflit¹²⁸ :

« Le Président de l'UMB (Pdt) : - Je ne peux que constater [l'occupation]. Je ne peux pas la légaliser par un accord quelconque. Je ne peux qu'essayer d'obtenir que les dégâts soient limités. Il y a des gens responsables, je l'ai dit dans la presse [...], mais je sais par ailleurs que tous n'ont pas les mêmes intentions. Je ne suis pas naïf à ce point, pardonnez-moi !

Eléonore : - Mais les gens ici, vous ne pensez pas que ce sont les gens les plus soucieux de ce qui va se passer pour leur avenir et celle de leur université ?

Pdt : - Vous n'avez pas le droit de le dire ! Vous n'avez pas le droit de dire au nom d'autres personnes qui choisissent d'autres voies d'expression, d'autres voies de luttes, qu'ils sont irresponsables ! Vous n'avez pas le droit de le dire ! L'occupation n'a aucune valeur légale.

Etienne : - Le « droit », vous ne le prenez pas moins pour fermer le week-end Pascal. En empêchant les gens mobilisés d'avoir un endroit symbolique pour se réunir, vous vous opposez de fait au mouvement. Vous venez de dire que vous aviez un moyen de légaliser l'occupation par un accord. Le premier argument émis contre... « la tradition », il est aussi utile de laisser de côté la « tradition » dans ces moments, elle a bon dos ! [Rire général].

Pdt : - Les gens ont droit à un repos de 4 jours. Que les travailleurs aient le droit de se reposer, moi ça ne me gêne pas...

Eléonore tente d'intervenir, mais s'emmêle dans son argumentaire.

Pdt : - Vous devriez suivre des cours de français, Mademoiselle !

Il provoque un tollé et on entend à deux ou trois reprises : « Pas de condescendance ! »

Pdt (une fois le calme rapidement revenu) : - Je ne légalise rien ! Je constate et me donne des moyens pour la contrôler. Nous vous demandons d'évacuer les lieux.

Eléonore (net, et en cœur avec quelques autres) : - Nous refusons !

Pdt : - Bon j'ai entendu..., bon, pendant 4 jours...

Eléonore : - ... On n'a pas confiance...

Pdt : - ... Vous n'avez pas confiance, je n'y peux rien. Nous verrons mercredi si...

Le ton monte sur la « confiance » et un retour est fait sur les procédés utilisés lors des précédentes fermetures administratives où le Patio avait été vidé, nettoyé voire « carchérisé » diront certains, sous prétexte de sécurité, par une entreprise de nettoyage... « qui coûte aussi chère que les vigiles ».

Pdt : - Bon, nous ne nous faisons pas confiance, ben voilà ! [...] Vous occupez, c'est tout ce qu'on constatera. [puis, se tournant d'un coup vers la caméra qui filme les échanges depuis le début] Puis vous trouvez aussi ça logique et normal qu'on s'amuse à tout filmer ?

Plusieurs voix : - Oui !

Eléonore : - Oui ! Vous n'avez rien à vous reprocher à ce que je sache ?

Pdt (goguenard) : - Quand vous chercherez des emplois, vous pourrez montrer ça si vous voulez !

Un mobilisé : - On peut voter sur la présence de la documentaliste !

Pdt : - Je ne cherche rien, je trouve simplement que le procédé est inélégant, c'est tout !

Etienne : - Et quand ce sont les médias officiels, ça ne vous dérange jamais ! D'habitude, c'est vous qui avez le pouvoir de gérer l'image des gens et votre discours : les étudiants mobilisés, eux, ne l'ont jamais eu !

Pdt : - Moi, je suis navré, je suis effectivement très sollicité par les médias, très sollicité ! J'ai répondu modérément, mais effectivement j'y réponds... heu (un court moment d'hésitation où Eléonore a le temps de glisser : « de manière élégante »)... pour essayer de faire passer une parole que j'essaie de contrôler et éviter qu'on me fasse dire n'importe quoi ! Mais je ne vois pas le rapport ici ! (Tollé et chahut, des éléments inaudibles puis :) Je ne sais pas qui prend des photos, mais c'est normal de prendre des photos pour témoigner, voir ce qui c'est passé, ça, c'est évident !

¹²⁷ Tel que se désignera le président de l'université après avoir été "confondu" avec l'administration par une personne mobilisée lors de la négociation.

¹²⁸ Accompagnés d'un étudiant, habitué à faire le « lien avec l'administration » dont on voit à leur retour qu'il semble déjà avoir négocié on ne sait quoi et qui n'interviendra pas dans les échanges, le président arrive avec le vice-président de la recherche dans le Hall A du Patio, aménagé pour l'occasion avec une grande table de réunion. Les deux représentants de l'institution sont face à une cinquantaine d'étudiants assis alors que d'autres continuent de s'affairer dans le Patio qui ne laisse plus que sortir les gens, sans pour autant en faire rentrer, grâce aux vigiles.

Eléonore : - Bon..., par rapport aux vigiles. L'évènement qui s'est déroulé, l'incident qui a eu lieu il y a peu, n'était pas une question de violence ou d'insécurité qui pouvait selon vous ou les médias, régner. L'étudiant de sociologie est décédé suite à un arrêt cardiaque d'origine médicamenteuse, ça n'a rien à voir avec le contexte ; vous essayez de nous faire porter le chapeau dans les médias. Donc la question de l'augmentation constante des vigiles est liée à quelle cause ? Parce que le seul acte de violence a été le fait de vigiles qui ont essayé de gazer les gens.

Pdt : - L'entrée de chiens, de personnes qui ne sont pas de l'université, de stupéfiants, d'alcool. Tout ça ce sont des délits, vous le savez bien !

Jules : - Mais ça a lieu toute l'année dans la fac, vous le savez bien aussi... Et quand vous faites vos buffets, vous les faites avec quoi, du jus d'orange ?

Un mobilisé : - Oui, et puis dire que c'est le père de dealer, l'orgie, c'est de la calomnie ça !

Pdt : - Je ne dis rien de tout ça, je dis juste qu'il faut contrôler.

Jules : - Mais les vigiles ne contrôlent pas actuellement, ils imposent leurs règles (*en effet, certains ont à plusieurs reprises menacé de faire venir leurs amis de l'extérieur pour régler des comptes avec des mobilisés*).

Le président se met à parler du tabac nocif, le fait de fumer dans les locaux et Jules répond tout de go : « Le tabac, c'est au moins aussi dangereux que l'amianté dans l'université ! ».

Burgun : - Par rapport à ce qui se passe on est quant même coulants ici [*une voix en riant* : « On est flexible ! » *Rire général*] : on vote un blocage, mais les gens rentrent, vont en cours s'ils veulent ; on est gentils ! Là, on demande un arrangement. S'il n'y en a pas, ça va forcément nous pousser dans un autre sens. Et la, vous aurez vos responsabilités aussi. Vous étiez à la réunion avec les professeurs aujourd'hui et vous savez ce qui se passe ailleurs. [...]

Pdt : - Ici, je pense aussi qu'il y a eu du côté de cette direction, quoi qu'on en dise, de l'écoute et du respect des personnes. Je sais bien qu'on peut toujours dire le contraire. [...] Maintenant, la chose est claire, à partir de mercredi le Patio est ouvert, les autres bâtiments mardi, vous pouvez vous réunir, je ne m'y oppose pas, me demander des salles, mais je demande à ce que vous respectiez ces 4 jours de fermeture de l'université.

Jules : - Monsieur [X], nous avons été tenus par une décision prise par l'Assemblée générale souveraine dans la période de lutte actuelle qui est bien au-delà du CPE. Ça fait longtemps que nos revendications sont plus larges et aujourd'hui la lutte continue de plus belle ! Nous avons bien dit qu'il n'y a pas de pause Pascale, pas de week-end. Nous, la lutte, elle ne s'arrête jamais, il n'y a pas de samedi, pas de dimanche ni de jours fériés ! Pour qu'on s'arrange et qu'on suive la décision de l'AG, ce qu'on veut, nous, comme vous, c'est que ça se passe le mieux possible. Envoyez les gens en vacances, c'est légitime... Nous, ce qu'on veut ici, c'est l'accès à cet amphi..., qu'on nous laisse ce qu'on a demandé : l'amphi I, le Hall ici comme dortoir et si possible un amphi pour faire nos réunions, nos projections, organiser des débats. Et vous laissez deux vigiles qui sont professionnels ; pas ceux qui menacent ! Il y en a qui sont dangereux, je ne sais pas qui ils arrangent, mais quand ils nous menacent de nous envoyer des gens de je ne sais pas où parce que... C'est dangereux ! On s'arrange, on fait un pas l'un vers l'autre, on fait chacun du mieux qu'on peut : on nettoie parce qu'on ne veut pas vivre dans une porcherie, on l'a toujours dit... Et en échange, vous nous laissez occuper et on fait que ça se passe bien. On procède en gens civilisés !

Pdt : - Ecoutez, je vous ai déjà dit pourquoi on ne peut pas laisser occuper l'université pendant ces 4 jours, je ne vais pas le redire, vous le savez très bien, je ne vais pas le répéter, vous l'avez bien compris !

Eléonore : - Mais elle sera occupée, vous l'avez compris, nous occuperons les lieux donc, maintenant, que pouvons-nous faire pour que ça se passe pour le mieux ?

Un mobilisé : - Excusez-moi, je ne suis pas étudiant, je suis travailleur, mais là, vous vous inquiétez pour 4 jours et après ? Peut-être qu'il faut s'inquiéter pour beaucoup plus loin, non, vous ne pensez pas ?

Des voix : Oui, c'est pour cela que nous occuperons comme cela a été voté.

Pdt : - ça, c'est votre affaire maintenant, c'est votre affaire. [...] Il faut savoir arrêter une grève [*en riant*]...



Les autorités interviendront cette fois aux alentours de 2h30, dans la nuit du jeudi au vendredi, pour évacuer tout le monde. A partir de ce moment-là, où les syndicats lâchent aussi le mouvement, où la revendication qui unissait les forces mobilisées pour les journaux a abouti, plus rien n'existe que les quelques énervés qui ont pourtant, lit-on partout, « obtenu gain de cause ». Et les journalistes se félicitent de la sérénité enfin revenue après le chaos : « le CPE est mort et son mouvement moribond. Les rues retrouvent peu à peu leur routine. Les Strasbourgeois vont enfin pouvoir savourer la douceur de vivre printanière »¹²⁹ ; ce, sans oublier de noter qu'à Marc Bolch « la facture s'annonce salée »¹³⁰ même si là, *20 minutes/Strasbourg* affiche lui étonnamment, pour la première fois que « Les étudiants contestent la facture »¹³¹. Peut-être pour faire voir qu'ils trouveront toujours un objet de contestation ?

Pour poursuivre

Certes, les configurations du conflit sont complexes, mais la sélection des événements comme les façons de les traiter fixent assez nettement les tendances qui (dé)font les conflits politiques. On le constate, l'oscillation des journalistes reste corrélative, d'une part, aux discours des porte-parole légitimes souvent institutionnels et institutionnalisés et, d'autre part, aux éléments des rapports de force relatifs aux mobilisations. Si, « manifester, c'est objectiver le groupe mobilisé, c'est, en le montrant, le faire accéder à l'existence officielle »¹³², les journaux participent largement des orientations de considérations sur les conflits en manifestant eux-mêmes une existence plus ou moins légitime du conflit dans la construction de leurs sujets. Cette hiérarchisation qui sélectionne et consacre certains discours, certaines revendications ou certaines actions, hiérarchisant donc l'ordre des préférences revendicatives, ne peut qu'avoir des effets sur les schèmes de perception d'un événement :

« On pourrait presque dire, sans forcer l'expression, que le lieu réel où se déroule les manifestations, qu'elles soient violentes et spontanées ou pacifiques et organisées, n'est pas la rue, simple espace apparent, mais la presse. »¹³³

Il est peu de dire, et on l'a vu, que les journaux locaux influencent largement en le reconstruisant, le climat de l'opinion sur le mouvement comme ils exercent dans le même temps une action sur la perception et la représentation des enjeux afférents à l'espace du conflit. Surtout quand, le 3 mai 2006, les *DNA* publient un article intitulé : « Le poids de la presse régionale », lequel objective ses pratiques et ses schèmes de perception quant à son activité :

« L'audience quotidienne moyenne de la presse quotidienne régionale (PQR) souligne la forte attente du citoyen français pour une information de proximité. Ce taux de pénétration atteint 53% en Alsace, second meilleur taux français (après la Bretagne). Les *DNA* restent ainsi, de loin, le premier média en Alsace. [...] Ces éléments soulignent le désir de chacun de prolonger dans l'actualité de son lieu de vie. L'identité régionale, particulièrement forte en Alsace explique combien la PQR occupe une place dominante dans l'information des citoyens. [...] Les *DNA* publient dans le premier cahier, des articles qui renseignent sur les événements significatifs du moment et accordent une place de choix aux nouvelles européennes. [...] A tous les égards, la presse régionale s'attache à faciliter la vie quotidienne et à donner l'information indispensable au citoyen d'aujourd'hui. »

L'Afges, l'administration, ou des étudiants soucieux des cours ont eu, tout au long du conflit, droit de citer au travers des déclarations, des communiqués qui sont repris : des revendications en somme, contre le mouvement. Les mobilisés sont sujets et assujettis au traitement descriptif ou à une ambiance servant l'humeur journalistique du moment sans que leurs arguments ne soient jamais relayés sinon au travers du « retrait du CPE » : ils font en quelque sorte l'objet d'une *double invisibilisation* qui bloque l'extension de la dynamique du conflit. En dehors de cette mise en avant du CPE à la limite du dicible pour la presse, les motifs des mobilisés vus comme « étudiants » sont imperceptibles, invisibles. Et derrière ce premier effacement un seconde consistera constamment à y mettre un voile opaque et préjudiciable. Seules les actions des mobilisés comptent et sont portées au devant de la scène médiatique : on en ramène les intentions à l'étiquette revendicative relayée, acceptée, partagée et légitime sur ce qu'il faut penser du mouvement, sur ce qui anime, au fond, cette mobilisation pour la presse. Car, si l'on y regarde de plus près, les éléments soi-disant informatifs s'apparentent au bruit de fond quotidien d'une fragmentation des événements qui fragmentent aussi les représentations. Souvent confondue avec les quolibets et la raillerie, se mêle une volonté de montrer

¹²⁹ *DNA*, dimanche 16-04-06.

¹³⁰ *DNA*, mercredi 19-04-06.

¹³¹ *20 minutes*, jeudi 20-04-06.

¹³² Montlibert Christian de, *Crise économique et conflits sociaux*, op. cit., p.111.

¹³³ Champagne Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », art., cit., p.28.

l'activité des mobilisés au travers de l'œil de ceux qui en deviennent ses détracteurs dans l'*opportuniste structural* des prises de positions mouvantes sur le conflit. Entre l'ordre et le désordre, c'est le désordre ordonné, et encore concevable, des manifestations de rue en nombre qui accède à une certaine forme de reconnaissance. Ces dernières comme les activités de contestation évitent les flèches de Parthe journalistiques uniquement quand le nombre des participants est suffisant, voire l'anecdote assez piquante, pour leur donner la faveur simplement descriptive de leurs colonnes.

« L'engagement de la presse dans la production des images d'une mobilisation collective est donc loin d'être unidimensionnel. Au sein d'un même journal, il peut osciller de l'objectivité apparente du compte-rendu d'événements survenus, à la mise en scène insistante sur la probabilité d'événements à venir ; il peut aussi en présenter des éléments positifs, ou au contraire chercher à disqualifier ou discréditer le mouvement collectif. En fait ces variations sont le produit de l'interaction de deux logiques. L'une organisationnelle qui veut que l'image donnée du mouvement corresponde, avec un ajustement plus ou moins précis, aux attentes supposées des lecteurs, tant il est vrai qu'un journal régional n'a de diffusion qu'autant qu'il contribue à faire exister la région dont il parle. L'autre, plus dépendante des rapports sociaux, qui veut que l'image joue un rôle mobilisateur ou démobilisateur en fonction de la place qu'occupe la presse – ici, régionale – dans les rapports entre les fractions dominantes et les groupes dominés. »¹³⁴

Dans notre contexte, ces logiques s'ajoutent à la crédibilité des forces sociales en action qui, dans l'espace local, ne résistent pas à l'effet d'un contexte national prépondérant où les journalistes ne considèrent en définitive l'agitation spécifiquement localisée qu'au travers d'une lorgnette de la lutte politique nationale plus légitime. Sorte de foire mobile que l'on mobilise dans des enjeux plus vastes, le conflit local n'est pas, au sens propre, un acteur crédible, mais la conséquence de la scène nationale : en lui-même, il ne ferait rien entendre d'autre qu'un bruit de fond agaçant. De sorte qu'afin de préserver leurs positions, il semble évident pour le journaliste comme pour les politiques, qu'écouter et faire voir ce que les manifestants ont à dire serait leur accorder par trop de crédit et déborder d'un contexte global qui se suffit à lui-même. Le "retrait", ou mieux, le « remplacement » du CPE ne pouvait donc, dans ces conditions, que sonner le glas d'un mouvement qui avait dès le départ d'autres prétentions revendicatives. Car si les revendications apparaissent après le retrait du CPE, elles arrivent comme revendicable tombé de nulle part dans les esprits, tel un impensable après déjà tant de tumultes et d'histoires qui nuisent à « la paix sociale ». On sait aussi qu'à ce moment, selon d'autres logiques stratégiques, les divers soutiens syndicaux et politiques se retirent. Dans les journaux où le seul élément de revendication martelé était le CPE au travers des voix crédibles et ainsi crédibilisées, comment faire advenir un espace de revendications pourtant bien plus important ?

A partir de ce « remplacement du CPE », au cours des deux semaines de frictions pour tâcher de conserver un lieu de lutte et tenter de faire émerger les revendications constituées, en tout état de cause, les *DNA* titraient le 26 avril, en connaissant d'ailleurs la réponse, « 1^{er} mai : suite ou fin d'un mouvement ? ». Deux semaines de vacances et de fermeture administrative des locaux, les examens approchant, les pressions d'étudiants, le filtrage par les vigiles, l'information éclairée et choisie des journalistes, ont été des éléments additionnels où les derniers participants à ce qui était devenu « La coordination de Strasbourg contre la précarité » ne peuvent que baisser les bras d'impuissance (et s'étriper entre eux). La presse indique « Reprise des cours, poche de résistances » en opposant le rapport de force en place, c'est-à-dire les avis des « 80 étudiants » qui « ont dénoncé le filtrage à l'entrée d'un lieu public » et ceux du président de Marc Bloch débutant l'article mais le concluant aussi par ces mots : « [...] "*Le jour où l'AG votera contre le blocage et l'occupation, on y renoncera peut-être*" »¹³⁵.

¹³⁴ Montlibert Christian de, *Crise économique et conflits sociaux, op. cit.*, p.181.

¹³⁵ *DNA*, mercredi 03-05-06.